

l'Anticapitaliste

n°532 | 23 juillet 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.ORG

**FACE À LA CRISE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE,
SANITAIRE ET DÉMOCRATIQUE**



**LES COMBATS
SONT DEVANT
NOUS !**

Dossier
**IL Y A 80 ANS,
L'ASSASSINAT DE
LÉON TROTSKY**

Pages 5 à 8

ÉDITO
Masques obligatoires:
masques gratuits!
Page 2

PREMIER PLAN
Mali: exaspération
populaire
Page 2



ACTU SOCIALE
Emploi des jeunes: Castex
subventionne le patronat pour des
boulots précaires et mal payés!
Page 4

ACTU DU NPA
12^e université d'été du NPA
Page 12



Par MANON BOLTANSKY

Masques obligatoires : masques gratuits !

En quelques mois, le gouvernement a retourné sa veste : lui qui nous présentait les masques comme inutiles, voire « dangereux », oblige maintenant à les porter sous peine d'une amende de 135 euros, avec la possibilité de 3750 euros d'amende et 6 mois de prison en cas de « récidive » !

Toutes les mesures de protection sanitaire (tests, masques, gel...) , parce qu'elles sont indispensables, doivent être accessibles librement et gratuitement pour touTTeS. En effet, la majorité de la population ne peut supporter financièrement un budget aussi conséquent, particulièrement depuis le début de la crise sociale entraînée par l'épidémie. Les salaires et les embauches stagnent toujours chez les hospitalierEs, qui ne voient pas la fin de cette crise sanitaire... Plutôt que du matériel, des augmentations et du personnel, Macron leur a offert un « défilé militaire de remerciement » le 14 Juillet, qui leur sera probablement aussi utile que les médailles de pacotille qu'il leur a distribuées. Alors que tous les scientifiques pointent une remontée inquiétante du nombre de contaminations et le début de la fameuse « 2^e vague »...

Dans l'éducation, malgré les derniers chiffres alarmants d'augmentation des contaminations dans les établissements scolaires, Macron et Blanquer annoncent qu'ils prévoient une rentrée « *dans des conditions quasi normales* ». La circulaire de rentrée, envoyée au dernier moment, ne comprend d'ailleurs rien d'autre qu'un rappel des gestes barrières et un port du masque moins strict que celui que le gouvernement vient d'imposer dans les lieux publics clos... Une politique soit inconsciente, soit criminelle, qu'il décline par ailleurs dans l'ensemble de la fonction publique et qu'il accompagne également dans le privé. En réalité rien de neuf. Nous n'avons rien de plus à attendre de ce gouvernement que du précédent. Face à une situation de crise sanitaire et sociale qui dure et qui se trouve encore précipitée par la politique de casse des services publics, nous ne pourrons compter que sur nous-mêmes et sur la force et la solidarité de notre classe. Exigeons la gratuité des protections sanitaires : masques, tests, gel, etc. Exigeons ce que revendent les hospitalierEs et les soignantEs depuis bien avant le début de cette crise : des embauches, des augmentations de salaires, du matériel... Nos vies valent plus que leurs profits !

BIEN DIT

Le contrôle d'identité [est] la justification pour faire peser un soupçon proprement politique sur certaines personnes.

Cela peut être un soupçon symbolique : faire ressentir aux personnes que même si on connaît leur nom, même si on sait qu'elles sont françaises, il est possible de leur demander d'exhiber leurs papiers.

EMMANUEL BLANCHARD (historien), *Mediapart*, 18 juillet 2020.

À la Une

FACE À LA CRISE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE, SANITAIRE ET DÉMOCRATIQUE

Les combats sont devant nous !

On ne s'attendait à pas grand-chose et le nouveau Premier ministre ne nous aura pas vraiment déçus lors de son discours de politique générale. C'est bel et bien la même politique qui nous est proposée : celle pour le patronat, les actionnaires et les plus riches... les autres peuvent encore attendre des hypothétiques « jours heureux » !

Si certains en doutaient encore, en une semaine la messe a été dite à la fois par Macron et Castex : il n'y aura pas de « monde d'après » pour les travailleuses et travailleurs. Et comme toujours, ils veulent nous faire payer la crise. Pour cela, revoilà la fameuse baisse des salaires comme rempart aux licenciements ; la réforme des retraites à points avec la suppression des régimes spéciaux et l'allongement du temps de travail ; la réforme de l'assurance chômage ajustée... Le fait que le gouvernement, sous pression du Medef et de la CFDT ait décidé de reporter en 2021 ces deux derniers dossiers ne change pas grand-chose car nous sommes loin d'un abandon comme le demandaient des centaines de milliers de salariéEs en décembre et janvier derniers ! Cela prouve seulement que ce gouvernement est sans doute conscient désormais que la colère pendant le confinement ne s'est pas éteinte et que l'explosion sociale généralisée est possible dans un contexte de crise économique, écologique, sociale et démocratique.

Un été meurtrier... pour l'emploi

Entre le 1^{er} mars et le 5 juillet, 193 « plans de sauvegarde de l'emploi » (PSE) ont été lancés, menaçant 27 053 postes. Auxquels s'ajoutent les « petits » licenciements collectifs (de moins de dix salariéEs), les centaines de milliers d'intérimaires



dont la mission a pris fin, la fin des contrats à durée déterminée. Tous les secteurs sont touchés : commerce, aéronautique, chimie, industrie... Certains suppriment des centaines d'emplois ou veulent fermer leur usine alors qu'ils se sont gênés d'argent public et continuent de verser des dividendes à leurs actionnaires, comme c'est le cas par exemple de Sanofi qui a versé récemment 4 milliards d'euros de dividendes, de Renault qui a largement bénéficié des aides de l'État, ou de tous ceux qui ont profité du crédit impôt recherche ou du CICE sans aucune contrepartie sur le maintien des emplois...

Un été radieux... pour les entreprises

Dans le même temps, le gouvernement Castex renoue avec les mêmes vieilles recettes qui ont

prouvé depuis des décennies leur inefficacité, en particulier avec celle de la baisse d'impôts pour les boîtes privées. En effet le gouvernement vient d'annoncer une baisse de 20 milliards d'impôts pour les entreprises pour prétendument relancer l'économie. Le gouvernement maintient par ailleurs sa trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés, dont le taux devrait passer à 25% en 2022. Si l'ensemble de ces décisions sont maintenues, le bilan fiscal de Macron sera éloquent avec, en 2022, plus de 30 milliards d'euros d'allégements d'impôts des entreprises. Sans grande surprise, l'orientation fiscale de Macron, le président des ultrariches, n'aura donc pas varié avec la crise. Schématiquement, elle se résume ainsi : moins d'impôts pour les uns mais plus pour les autres, moins de

protection sociale et de services publics pour tout le monde et une transition écologique faisant plus l'objet de communication que de mesures efficaces. Le mouvement patronal a une nouvelle fois obtenu satisfaction dans ses revendications : le « monde d'après » ressemble donc furieusement au « monde d'avant ».

Un été pour préparer les luttes de la rentrée

À l'heure où nous écrivons ces lignes, un certain nombre d'entre nous ont la chance de prendre quelques jours de congés bien mérités. D'autres continueront à trimer pour pouvoir survivre. Mais dans tous les cas, durant cette période estivale, il nous faut d'ores et déjà préparer la rentrée sociale pour imposer un plan d'urgence sanitaire, social et écologique. La mobilisation des premières et premiers de corvée dans plusieurs villes le 14 juillet, qui a réussi à Paris à perturber la mascarade de l'Élysée, montre la voie, tout comme celle du 18 juillet contre le racisme et les violences policières à l'initiative du Comité Adama à Beaumont-sur-Oise. D'autant plus que nous avons d'ores et déjà une date de grève et de manifestation interprofessionnelle le 17 septembre prochain. Cette journée doit permettre d'être une première étape unitaire la plus large possible pour faire plier ce gouvernement. Les combats sont devant nous !

Joséphine Simplon

MALI

Exaspération populaire

Les élections législatives des 29 mars et 19 avril ont été le déclencheur d'une mobilisation populaire qui, depuis, ne flétrit pas.

Organisées en dépit de la menace du coronavirus, et de l'enlèvement, par des groupes djihadistes du dirigeant de l'opposition Soumaïla Cissé, ces élections ont été largement délaissées par la population avec un taux de participation de 35% au premier tour et 23% au second, et leur sincérité a été sujette à caution. Une fois le résultat proclamé, le

Conseil constitutionnel a invalidé 30 députés de l'opposition au profit du parti en place, provoquant des appels à descendre dans la rue.

Les deux premières manifestations se sont déroulées dans le calme mais, face à la répression du pouvoir qui a arrêté des dirigeants du mouvement, les principales structures de l'opposition ont appelé à la désobéissance civile généralisée. Les populations ont occupé les bâtiments publics, investi le siège de l'Assemblée nationale et ont été victimes des violences des forces de l'ordre qui ont tiré à balle réelle faisant au moins onze morts. Le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) vient d'annoncer la dissolution du Conseil constitutionnel, et la démission de son fils président de la

Commission Défense de l'Assemblée nationale, particulièrement honni par les populations pour sa corruption sans que cela ne désamorce la mobilisation.

Nouvel homme fort du Mali

La lutte est dirigée par une structure appelée Mouvement du 5 juin (date de la première manifestation) Rassemblement des Forces Patriotes (M5-RFP). Cette structure hétéroclite composée par la quasi-totalité des forces politiques de l'opposition, la société civile et les structures religieuses, s'est formée autour de l'imam Mahmoud Dicko qui a lancé sa propre formation politique : la Coordination des mouvements, associations et sympathisants (CMAS).

Cette personnalité religieuse a fait ses débuts sous l'ère de la dictature de Moussa Traoré où il était responsable de la structure religieuse du pouvoir de l'époque. Il a été par la suite responsable du Haut Conseil islamique malien (HCIM), et a appelé à une mobilisation contre le nouveau Code de la famille qui donnait plus de droits aux femmes maliennes. Présenté comme faiseur de roi, il a soutenu la candidature de IBK en 2012, puis lors de la seconde élection s'est abstenu de le soutenir pour entrer frontalement en opposition avec lui courant 2017. Religieux rigoriste ayant fait ses études théologiques en Arabie saoudite, il n'a jamais soutenu les djihadistes, mais il a pour autant considéré l'attentat contre l'hôtel Radison Blue, qui a fait une vingtaine de morts, comme une punition divine contre l'homosexualité. Lors

Un monde à changer

VOUS AVEZ DIT SÉPARATISME? Lors de son discours de politique générale le 15 juillet, le Premier ministre Jean Castex a annoncé qu'il entendait faire proposer, à la rentrée, «*un projet de loi sur la lutte contre les séparatismes*». Une loi qui aurait pour objectif «*d'éviter que certains groupes ne se referment autour d'appartenances ethniques ou religieuses*». On l'aura compris, il s'agit une fois encore d'agiter le spectre du «*communautarisme*» et du «*séparatisme*», des concepts fourre-tout destinés à stigmatiser les musulmanEs en les rendant responsables de tous les maux de la société et en jetant la suspicion quant à leur prétendue volonté d'*«islamiser»* la France. Quelques jours plus tôt, Castex expliquait : «*Je ne peux pas admettre certains replis sur soi, certains communautarismes*». Une étrange déclaration, dans laquelle le Premier ministre semble admettre, en creux, que «*certaines* communautarismes seraient plus admissibles que d'autres. Voilà qui ne peut que nous inciter à penser à ce séparatisme bien réel, dont les pouvoirs publics ne parlent jamais, et qui a pourtant été largement documenté par la sociologie, avec notamment les travaux de Pinçon-Charlot : le séparatisme des riches. Un phénomène d'une ampleur telle que même la fondation Jean-Jaurès, peut suspecter de gauchisme, s'en inquiétait en 2017 dans un

rapport intitulé «*1985-2017 : quand les classes favorisées ont fait sécession*». Extrait : «*Il s'agit d'un processus de séparatisme social qui concerne toute une partie de la frange supérieure de la société. Les occasions de contacts et d'interactions entre les catégories supérieures et le reste de la population sont en effet de moins en moins nombreuses. De manière plus ou moins consciente et plus ou moins volontaire, les membres de la classe supérieure se sont progressivement coupés du reste de la population et ont construit un entre-soi confortable. Cette situation n'est certes pas totalement nouvelle et il ne s'agit pas de glorifier une période révolue où aurait existé une osmose parfaite entre les élites et le peuple. Mais, comme nous allons le voir, un processus protéiforme s'est mis en place depuis une trentaine d'années, creusant un fossé de plus en plus béant entre la partie supérieure de la société et le reste de la population. Cette distance croissante explique le fait que les élites ont de plus en plus de mal à comprendre "la France d'en bas". Mais elle aboutit également à une autonomisation d'une partie des catégories les plus favorisées, qui se sentent de moins en moins liées par un destin commun au reste de la collectivité nationale, au point que certains de leurs membres ont fait sécession.*» Vous avez dit séparatisme ?

USA Élection présidentielle : le débat à gauche

L'organisation des socialistes démocrates d'Amérique (DSA), qui revendique désormais 70 000 membres, participera à l'élection présidentielle nationale de novembre 2020 en ne soutenant aucun candidat.

La dernière convention de DSA a voté que si Bernie Sanders n'était pas candidat, elle n'approuverait personne. La motion n'empêche toutefois pas les membres de DSA, en tant qu'individus, de travailler ou de voter pour Biden. Certains travailleront effectivement pour Biden et beaucoup voteront pour lui, bien que pratiquement aucun membre de DSA ne lui apporte un réel soutien politique.

OrphelinEs de Sanders

Pour les militantEs et sympathisantEs d'extrême gauche, socialistes, anarchistes et anticapitalistes – qui représentent moins d'un pour cent de la population – Biden est problématique. L'extrême gauche avait rejoint les progressistes pour soutenir le sénateur Bernie Sanders, un libéral [ce qui désigne aux USA quelqu'un qui est à gauche – NDLR] dans le moule du New Deal, qui s'est présenté comme un « socialiste » contre la « classe milliardaire ». Mais depuis que Sanders a abandonné la course et a approuvé Biden, beaucoup à l'extrême gauche ont estimé qu'ils n'avaient plus de candidat. Biden est qualifié, à juste titre, de néolibéral. En tant que législateur, il a soutenu les politiques réactionnaires et racistes de Bill Clinton réduisant la protection sociale et créant de nouvelles mesures pénales qui ont augmenté les cas



génération de jeunes membres de DSA, dans la vingtaine et la trentaine, a soutenu Bernie Sanders, mais est opposée au Parti démocrate dans son ensemble.

Dans la période récente, l'opinion dominante au sein de DSA était qu'il était possible pour les militants de DSA d'utiliser l'écho électoral du Parti démocrate pour présenter des candidatEs socialistes ou soutenir d'autres candidatEs progressistes, dans l'attente d'un avenir où ils se sépareraient et formeraient un parti socialiste. Une minorité voulait créer un parti socialiste maintenant et une partie de la vieille garde préférerait toujours se concentrer sur la transformation des Démocrates en un parti plus progressiste.

Pour le moment, avec Sanders hors course et avec Biden comme candidat, le débat sur l'avenir du Parti démocrate semble abstrait. Fondamentalement pragmatiques, la plupart des membres de DSA voteront discrètement pour Biden, travailleront pour réélire la députée Alexandria Ocasio-Cortez et d'autres candidats socialistes ou progressistes, et continueront leur travail dans les mouvements sociaux. La question de la construction d'un parti socialiste est considérée comme reportée. D'autres à gauche voteront Vert ou, ignorant l'élection, travailleront pour renforcer les mouvements.

Dan la Botz, traduction Henri Wilno

d'emprisonnement de Noirs et de Latinos. Biden fait également face à une accusation d'agression sexuelle, même si cela n'a pas beaucoup affecté son soutien.

Certains disent que Biden se déplace maintenant vers la gauche, et ils avancent deux arguments. Premièrement, Biden et Sanders ont créé un groupe de travail unitaire (Unity Task force) qui a rédigé un programme politique, à gauche des positions passées de Biden, au moins rhétoriquement. Deuxièmement, la crise du coronavirus et la crise économique qui l'accompagne peuvent forcer Biden, s'il est élu président, à des interventions économiques gouvernementales à grande échelle. Pourtant, il est clair que la plateforme du Parti

démocrate a rarement eu une influence significative sur les présidents une fois qu'ils sont élus. Néanmoins, la plupart des gens de la « gauche large » voteront pour Biden en novembre.

Que faire du Parti démocrate ? Tout cela renvoie à un débat plus large au sein de DSA sur le Parti démocrate. Historiquement, des années 1980 aux années 2010, DSA a généralement soutenu le candidat du Parti démocrate. Le fondateur et leader politique de DSA, Michael Harrington, pensait que les syndicats et le mouvement noir pouvaient acquérir une influence prédominante et « réaligner » le Parti démocrate en le transformant en parti socialiste. Une nouvelle

Le chiffre 1 sur 6

UnE ÉtatsunienE sur six n'a pas pu payer son loyer en juin à cause de la crise sanitaire, selon des chiffres publiés par le bureau du recensement US, suite à une enquête menée auprès de 73,8 millions de personnes entre le 2 et le 7 juillet. Signe que la crise est bien là, et qu'elle est loin d'être terminée : selon la même enquête, près d'unE ÉtatsunienE sur trois (30,6%) était inquiet pour l'échéance de juillet.

Agenda

Du 23 au 26 août, 12^e université d'été du NPA, Port-Leucate (11). Voir page 12.

L'Anticapitaliste

suspend sa parution durant le mois d'août

Rendez-vous le jeudi 3 septembre

Jeudi 17 septembre, journée de grève et de manifestation interprofessionnelle

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Je ne souhaite même pas à mon pire ennemi d'être victime de la chasse à l'homme dont je fais l'objet.

GÉRALD DARMANIN, Europe 1, 16 juillet 2020.

de la guerre dans la partie nord du Mali il a entretenu des relations avec les rebelles islamistes, notamment Iyad Ag Ghali.

Une issue de secours pour l'armée française ?

Le succès de Dicko tient d'abord à la fatigue des populations contre les politiciens. En effet, lors de la première élection de Keïta, il y avait l'espoir que la situation s'améliore, IBK avait fait sa campagne contre la corruption et s'était engagé à résoudre la crise sécuritaire. Huit ans après, le bilan est désastreux. Il est apparu comme un président corrompu, notamment en raison de ses liens étroits avec le Français Michel Tomi, surnommé le parrain des parrains, quant à la sécurité, elle s'est profondément dégradée. Les pays de la région et les chancelleries occidentales sont inquiètes de

l'instabilité du Mali. Il est clair qu'IBK n'est plus l'homme de la situation, sa politique erratique de concessions et de violente répression n'a fait que détériorer le climat politique. La situation demeure ouverte au Mali, le M5-RFP est certes pluriel, mais la voix prédominante reste celle des religieux, ce qui est un sujet de préoccupation. En effet dans les pays où le pouvoir est fortement influencé par les religieux, le Soudan de l'époque d'Omar el-Béchir ou la Mauritanie, la situation sociale et démocratique est peu reluisante. Pas sûr que la France voit l'ascension de Dicko comme une catastrophe. Certes, ce n'était pas le choix premier du Quai d'Orsay, mais cet imam, qui n'a jamais condamné l'intervention française au Mali, pourrait être une source de stabilité, au moins dans le nord du Mali, en étant capable d'engager un dialogue avec les différentes



forces rebelles se réclamant de l'islamisme et ainsi isoler la frange la plus radicale représentée par l'État islamique du Grand Sahara. Ce qui

serait une issue de secours pour l'armée française enlisée depuis des années dans les barkhanes du Sahel.

Paul Martial

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 4227
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 4231
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 4228
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Amandine Bragard

Impression :
Photographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 4222
Fax : 0148 59 2328
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM' VERT®

CALBERSON-GEODIS GENNEVILLIERS

Victoire des salariés aux prud'hommes

Calberson-Geodis, premier entrepreneur de transports routiers dans le pays et filiale privée de la SNCF, s'est pris une baffe d'importance le 15 juin 2020.

Ce jour, la juge de départage de Nanterre l'a condamné à verser à chacun des 58 salariés, qui l'avaient trainé aux prud'hommes, entre 3500 et 4500 euros au titre de prime d'habillage et de déshabillage pour une période allant de juin 2014 à décembre 2019, 140 euros de rappel de prime d'entretien et 300 euros de dommages et intérêts pour exécution déloyale du contrat de travail.



DR

Vol de temps de travail

La juge a aussi condamné Calberson-Geodis à verser à l'UL-CGT de Gennevilliers 100 euros pour chaque salarié « à titre de dommages et intérêts pour préjudice à l'exercice collectif de la profession ».

L'exécution provisoire a été ordonnée pour ces condamnations. La juge a ainsi bien reconnu que les salariés des quais et de l'entrepôt du site manipulent des produits « dangereux et salissants ce qui suppose à l'évidence le port d'une tenue de travail et une action d'habillage et de déshabillage au sein de l'entreprise ».

Calberson-Geodis, comme beaucoup de ses congénères patrons, refusait de payer ce temps. Ils savent très bien que le vol de temps de travail est source de profits. La juge les a donc rappelés à l'ordre en leur imposant de payer aux salariés concernés un quart d'heure de prime par jour travaillé.

Cette victoire en justice est toujours bonne à prendre en ces temps d'offensive tous azimuts de l'adversaire.

Elle a renforcé la confiance en leur force de la majorité des salariés. La direction défaite s'est empressée de payer des primes équivalentes à celles et ceux qui n'avaient pas déposé de dossier aux prud'hommes, en leur demandant de se taire et de s'engager à ne pas attaquer la société. Cette victoire est rendue possible évidemment par le travail des avocats, mais aussi, très important, par la mobilisation acharnée de l'équipe CGT du site, bien épaulée par l'UL, pour la préparation des dossiers et la conviction des salariés.

Calberson n'en restera sûrement pas là, et fera appel. L'enjeu est trop important pour l'intérêt collectif de leur classe. Les salariés, leurs syndicats CGT et leurs avocats seront là pour relever le défi.

Des victoires locales partielles sont donc possibles quand sur le terrain des syndicats lutte de classe sont bien vivants. Ces victoires partielles sont importantes, car sans expérience de ces luttes quotidiennes, même partielles, dans une majorité d'entreprises et de secteurs, une victoire majeure des exploitéEs sera très difficile sinon impossible.

Correspondant

EMPLOI DES JEUNES

Castex subventionne le patronat pour des boulot précaires et mal payés!

Macron et Castex annoncent multiplier les mesures pour « sauver l'économie ».

Le gouvernement chercherait à présent à rassurer les jeunes. C'est original, les mesures prises pour « favoriser l'insertion sur le marché du travail » sont une main tendue, et pleine de cadeaux, au patronat.

Les mesures : exonération des « charges », 4000 euros pour chaque entreprise embauchant un ou des jeunes de moins de 25 ans, une aide de 5000 à 8000 euros pour l'embauche des apprentis... Et pour les étudiantEs boursiers, le gouvernement fait la charité avec ses repas à un euro, plutôt que d'augmenter le montant des bourses. Pour les 700 000 jeunes attendus sur le marché du travail, le gouvernement favorise les emplois précaires et mal payés, comme les 300 000 contrats d'insertion, ou les 100 000 services civiques en plus. Bref, aucun signe de mesures pour réellement améliorer les conditions de vie, de travail ou d'emploi des jeunes.

Derrière les annonces cherchant à répondre aux inquiétudes bien réelles d'une grande partie des jeunes salariés ou étudiants ou les deux, c'est la continuité d'une politique anti-ouvrière de précarisation toujours plus forte des travailleuses et des travailleurs qui reste la réponse du gouvernement au service du capital. Des mesures pour le patronat d'un côté, et de l'autre des formations accélérées pour que les jeunes soient occupés puis rapidement... sur le marché de l'emploi et au chômage! Travailler tu devras, précaire et mal payé tu seras!

LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ FACE AU COÛT DES MESURES SANITAIRES



« L'économie, c'est l'initiative et l'entreprise » : Castex dans le texte

Pour les jeunes déjà salariés, en contrat précaire, voire déjà au chômage ou sous la menace des licenciements, les problèmes sont les mêmes en pire que ceux du reste de la classe ouvrière attaquée de partout et livrée à elle-même par les directions syndicales qui se réjouissent du simple report de la

réforme de l'assurance chômage ou des retraites.

La CGT annonce dans un communiqué qu'elle « note un changement de méthode et une meilleure considération des organisations syndicales comme actrices incontournables sur les sujets du travail, de l'emploi des jeunes, de la lutte contre le chômage et de la relance de l'économie [et] prend acte avec satisfaction des engagements du

Premier ministre ». Mais malgré un report de... cinq mois dans un contexte où les patrons ont mieux à faire, Castex et ses ministres n'ont jamais affirmé qu'ils ne comprenaient pas aller jusqu'au bout! La réforme des retraites, en plus de revoir à la baisse les pensions, repousse l'âge de la retraite, maintenant les salariés les plus âgés au travail, ce qui favorise notamment le chômage des jeunes. Pour le patronat, grassement aidé par le gouvernement sous prétexte d'aider les jeunes, le chômage, d'autant plus lorsqu'il est massif, est un moyen de pression sur tous les travailleurEs.

C'est par l'absence d'embauches, les licenciements, l'augmentation du chômage et la dégradation des conditions de vie et de travail des jeunes, et du reste des salariés, que le patronat répond à la crise sanitaire. À Nokia, Air France ou dans les secteurs de la santé, de nombreux et nombreuses travailleurEs ont manifesté leur refus de voir passer leurs vies avant les profits du grand patronat. D'autres segments de la jeunesse, encore en formation, sont eux aussi sortis dans la rue, à l'occasion des rassemblements contre le racisme et les violences sexistes. Ces expressions de colère qui font l'actualité sont parties pour durer. Le coup de com' du patronat mené par Macron sur les mesures pour les jeunes traduit la crainte qu'elles débouchent sur une contestation généralisée. Une rentrée explosive et déterminée!

Mathilda Nallot

NUCLÉAIRE, LE MONDE D'AVANT Épisode 6. ITER, le stade ultime de la folie nucléaire

Comprendre leur « monde d'avant » pour construire notre « monde d'après » : état des lieux du nucléaire en France (série en sept épisodes)

Dans les années 1950, Eisenhower, président des USA, affirmait : « L'énergie nucléaire va fournir à l'humanité de l'énergie gratuite en quantité illimitée ». Aujourd'hui, les adorateurs de l'atome nous vendent une « nouvelle source d'énergie propre pour l'humanité » : « Grâce à la fusion, la France deviendra l'Arabie saoudite du 21^e siècle » (Raffarin, 2005).

Un délire mégalo

Le consortium de 35 pays chargé du réacteur ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) en construction depuis 2010 à Cadarache (Bouches-du-Rhône) nous explique : « La fusion consiste à reproduire dans une machine les réactions physiques qui se produisent au cœur du soleil et des étoiles. Dans cet espace, on va avoir une machine au cœur de laquelle on va allumer un petit soleil qui va générer de l'énergie



pour produire de l'électricité ». Dans cette cage magnétique (le tokamak), des électro-aimants refroidis à -270 °C emprisonnent un plasma (gaz radioactif) à une température de 150 millions °C. Pour ce monstre de 10 millions de pièces pesant plus de 400 000 tonnes, entouré de 40 bâtiments et deux usines de « cryogénisation » et « détritiation », on a rasé 45 hectares de forêt domaniale et fait sauter à l'explosif 200 000 m³ de rocher. Le projet a déjà pris 10 ans de retard ; son coût (20 milliards d'euros) dépasse désormais celui de l'EPR. Vu les problèmes techniques, il pourrait atteindre les

60 milliards. Le premier plasma est prévu en 2025, pour tester jusqu'en 2035 des matériaux résistant à ces températures : pas gagné! L'objectif pour 2050 est de produire 500 MW (le tiers de la puissance de l'EPR)... pendant six minutes : pas gagné non plus. Ensuite, un prototype pré-industriel devra prouver qu'on peut produire de l'électricité, avant de construire une centrale... on ne sait quand. Les prix Nobel de physique Pierre-Gilles de Gennes, Georges Charpak ou Masatoshi Koshiba n'y ont jamais cru : bilan énergétique désastreux, sans parler du bilan carbone. Alors que le soleil, le vrai, produit déjà.

Un GPII (Grand projet inutile imposé) mortifère à stopper

Les charlatans du nucléaire nous prennent pour des gogos. Dépités par les fiascos de l'EPR et du projet Astrid (réacteurs dits de 4^e génération), ils ont un nouveau joujou, très instable et dangereux : risques d'explosions, de secousses magnétiques (disruptions), avec dissémination de tritium (hydrogène radioactif, très toxique)... Avant que le scandale n'éclate ou que les fonds publics se tarissent, ce projet délirant est un gaspillage éhonté d'argent, de temps et de matières premières au profit des multinationales capitalistes. Par son statut d'extraterritorialité, c'est aussi une « zone de non-droit du travail » : cotiser pour la retraite ou la sécu est facultatif... Oui : « Sortir du nucléaire en moins de 10 ans, c'est possible ! » (brochure du NPA). L'organisation socialisée de la production au sein d'un monopole public de l'énergie, un vrai service public débarrassé du nucléaire, cogéré par les salariés et les usagerEs est la meilleure garantie pour développer de vraies solutions, réalistes celles-là : réduction de la consommation électrique, production et stockage d'énergies renouvelables... **Commission nationale écologie**

IL Y A 80 ANS, L'ASSASSINAT DE LÉON TROTSKY



Le 20 août 1940, l'agent stalinien Ramón Mercader assassinait Léon Trotsky dans son refuge mexicain de Coyoacán. 80 ans plus tard, nombreux sont les groupes, courants et organisations qui se revendiquent (toujours) de l'héritage de Trotsky, sans que celui-ci soit toujours clairement défini et explicité, parfois même réduit à un catéchisme alors que Trotsky, comme tous les grands révolutionnaires, a parfois hésité devant des conjonctures historiques imprévues.. Lors de sa fondation, le NPA affirmait vouloir rassembler « le meilleur des traditions du mouvement ouvrier », y inclus le trotskisme, dont la LCR, l'organisation à l'initiative du NPA, était issue.

80 après, que reste-t-il de Léon Trotsky ?

Nous avons souhaité, dans ce dossier, mettre en valeur divers textes de Trotsky, sans évidemment prétendre qu'ils permettraient de « résumer » la pensée du révolutionnaire russe. Il s'agit plutôt d'insister sur certains aspects de sa pensée et de sa démarche politique qui nous semblent éclairer des questions très contemporaines : la compréhension de ce que sont un soulèvement et un processus révolutionnaires ; la place essentielle des tâches démocratiques ; l'internationalisme concret comme élément incontournable pour tout révolutionnaire ; la nécessité d'une compréhension du fascisme comme phénomène historique tendant à la destruction du mouvement ouvrier ; l'impossibilité de penser une véritable révolution sans prendre en compte les questions d'égalité femmes-hommes ; mais aussi la politique du parti dans le domaine artistique.

Ces extraits de textes de Trotsky sont « encadrés » par deux articles de Daniel Bensaïd et d'Ernest Mandel, consacrés à la portée de la pensée de Trotsky et de son assassinat.

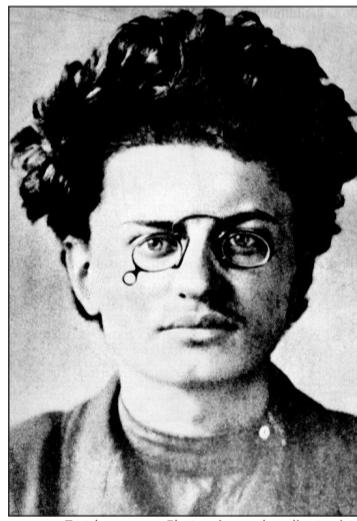
TROTSKY, UN PASSEUR DU SIÈCLE

Pourquoi cet assassinat ? Si on laisse de côté la personnalité perverse de Staline, il faut repartir des derniers combats de Trotsky, c'est-à-dire toute la période mexicaine durant laquelle il mène principalement trois grandes luttes dans une phase d'effondrement de l'espérance.

Il veut d'abord empêcher toute confusion possible entre révolution et contre-révolution, entre la phase initiale d'Octobre 1917 et le Thermidor stalinien. Il le fait notamment en organisant dès son arrivée au Mexique (janvier 1937), au moment du deuxième procès de Moscou, la commission d'enquête internationale présidée par le philosophe américain John Dewey. Cinq cents pages de documents démontrent le mécanisme de la falsification, des amalgames politiques. Le deuxième combat est la compréhension des enchaînements vers une nouvelle guerre, dans une phase où allaient s'exacerber les chauvinismes et s'obscurcir les enjeux de classe. Enfin, le troisième combat, lié aux précédents, c'est celui de la fondation d'une nouvelle internationale – proclamée en 1938, mais projetée au moins cinq ans auparavant, dès la victoire d'Hitler en Allemagne – qu'il ne concevait pas comme le rassemblement des seuls marxistes-révolutionnaires, mais comme un outil tourné vers les tâches du moment. C'est dans ce travail que Trotsky a pu, à ce moment, se vivre comme « irremplaçable ».

Temps des défaites

Il se trompe dans ses pronostics, lorsqu'il fait un parallèle entre les événements qui ont suivi la Première Guerre mondiale et ceux qui pourraient résulter de la deuxième. L'erreur réside dans le fait que les mouvements ouvriers se trouvent



Trotsky en 1905. Photo prise par la police tsariste.

alors dans des situations très différentes. Dans la Seconde Guerre mondiale se cumulent beaucoup de facteurs ; mais ce qui est majeur, c'est sans doute la contre-révolution bureaucratique en URSS dans les années 1930. Avec un effet de contamination sur l'ensemble du mouvement ouvrier et sa composante la plus révolutionnaire. Il y a une sorte de quiproquo, dont la désorientation de beaucoup de communistes français devant le pacte germano-soviétique est la plus parfaite illustration. Mais se rajoutent des défaites majeures, comme la victoire du nazisme en Allemagne et du fascisme en Italie, la défaite de la guerre civile espagnole, l'écrasement de la deuxième révolution chinoise. Une accumulation de défaites sociales, morales et même physiques, que nous avons du mal à imaginer. Mais on ne peut jamais considérer que tout est joué d'avance. Une des erreurs importantes de Trotsky, c'est d'avoir imaginé que la guerre signifierait de manière inéluctable la chute du stalinisme, comme la guerre franco-allemande

de 1870 avait signifié l'arrêt de mort du régime bonapartiste en France. Nous sommes en 1945 au moment du stalinisme triomphant, avec ses aspects contradictoires. Tout cela est très bien illustré dans le livre de Vassili Grossman, *Vie et destin*, autour de la bataille de Stalingrad. À travers les combats, on y voit la société s'éveiller, et même échapper en partie à l'emprise bureaucratique. On peut envisager l'hypothèse d'une relance de la dynamique d'Octobre. Les vingt ans écoulés depuis les années 1920 sont un intervalle court. Mais ce que dit le livre de Grossman ensuite est

imparable. Staline a été sauvé par la victoire ! On ne demande pas de comptes aux vainqueurs. C'est le gros problème pour l'intelligence de cette époque.

Les implications théoriques sont importantes. Dans sa critique du totalitarisme bureaucratique, si Trotsky voit très bien la part de coercition policière, il sous-estime le consensus populaire lié à la dynamique pharaonique, même au prix fort, conduite par le régime stalinien. C'est là un point obscur qui mériterait d'être repris. Cela dit, après la guerre, il y a des responsabilités spécifiques des partis. Dans le cadre du partage du monde – la fameuse rencontre Staline-Churchill, où ils se partagent l'Europe au crayon bleu –, il y a eu des poussées sociales importantes, ou pré-révolutionnaires ; en France, avec des forces en partie exsangues, mais davantage en Italie et en Grèce. Et là, on peut franchement parler de trahison, de subordination des mouvements sociaux aux intérêts d'appareils. Cela ne veut pas dire automatiquement une révolution victorieuse, mais une dynamique de développement et une culture politique du mouvement ouvrier à coup sûr différentes. Ce qui ménage

d'autres possibilités. Il faut quand même rappeler le fameux « *il faut savoir terminer une grève* » du secrétaire général du PCF Maurice Thorez, ou l'attitude du PC italien au moment de l'attentat contre Togliatti. Mais le pire et le plus tragique ont été la défaite de la révolution espagnole et le désarmement de la résistance et de la révolution grecque. Puis, le vote stalinien au projet de fédération balkanique, pourtant la seule solution politique, et qui le demeure, face à la question des nationalités dans les Balkans.

Le nécessaire et le possible

Au total, le destin tragique de Trotsky illustre la tension entre le nécessaire et le possible. Entre la transformation sociale répondant aux effets d'un capitalisme pourrissant, et les possibilités immédiates. On trouve cela déjà en lisant la correspondance de Marx. Quant à l'apport théorique et stratégique, il est considérable. Notamment dans l'analyse du développement inégal et combiné des sociétés, en commençant par la Russie dès 1905, ou la perception des modalités actuelles de l'impérialisme. Mais là où il est irremplaçable, malgré des lacunes, c'est dans l'analyse du phénomène inédit à l'époque, et difficilement compréhensible, de la contre-révolution stalinienne. De ce point de vue, Trotsky est un passeur. Ce qui ne signifie pas une référence pieuse ni exclusive. Nous avons au contraire pour tâche de transmettre une mémoire pluraliste du mouvement ouvrier et des débats stratégiques qui l'ont traversé. Mais dans ce paysage et ce passage périlleux, Trotsky fournit un point d'appui indispensable.

Daniel Bensaïd

Article publié dans *Rouge*, hebdomadaire de la LCR, à l'occasion des 60 ans de la mort de Trotsky.

«LE TRAIT LE PLUS INCONTESTABLE DE LA RÉVOLUTION, C'EST L'INTERVENTION DIRECTE DES MASSES DANS LES ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES»

Durant les deux premiers mois de 1917, la Russie était encore la monarchie des Romanov. Huit mois plus tard, les bolchéviques tenaient déjà le pouvoir, eux que l'on ne connaissait guère au commencement de l'année et dont les leaders, au moment de leur accession au pouvoir, restaient inculpés de haute trahison. Dans l'histoire, on ne trouverait pas d'autre exemple d'un revirement aussi brusque, si surtout l'on se rappelle qu'il s'agit d'une nation de cent cinquante millions d'âmes. Il est clair que les événements de 1917 – de quelque façon qu'on les considère – valent d'être étudiés.

«Nous prenons les faits tels qu'ils se présentent»

L'histoire d'une révolution, comme toute histoire, doit, avant tout, relater ce qui s'est passé et dire comment. Mais cela ne suffit pas. D'après le récit même, il faut qu'on voie nettement pourquoi les choses se sont passées ainsi et non autrement. Les événements ne sauraient être considérés comme un enchaînement d'aventures, ni insérés, les uns après les autres, sur le fil d'une morale préconçue, ils doivent se conformer à leur propre loi rationnelle. C'est dans la découverte de cette loi intime que l'auteur voit sa tâche. Le trait le plus incontestable de la Révolution, c'est l'intervention



WIKIMEDIA COMMONS

directe des masses dans les événements historiques. D'ordinaire, l'État, monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais, aux tourments décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels, et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. Qu'il en soit bien ou mal, aux moralistes d'en juger. Quant à nous, nous prenons les faits tels qu'ils se présentent, dans leur développement objectif. L'histoire de la révolution est

pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées. Dans une société prise de révolution, les classes sont en lutte. Il est pourtant tout à fait évident que les transformations qui se produisent entre le début et la fin d'une révolution, dans les bases économiques de la société et dans le substratum social des classes, ne suffisent pas du tout à expliquer la marche de la révolution même, laquelle, en un bref laps de temps, jette à bas des institutions séculaires, en crée de nouvelles et les renverse encore. La dynamique des événements révolutionnaires est directement déterminée par de rapides, intensives et passionnées conversions

psychologiques des classes constituées avant la révolution. C'est qu'en effet une société ne modifie pas ses institutions au fur et à mesure du besoin, comme un artisan renouvelle son outillage. Au contraire : pratiquement, la société considère les institutions qui la surplombent comme une chose à jamais établie. Durant des dizaines d'années, la critique d'opposition ne sert que de soupe au mécontentement des masses et elle est la condition de la stabilité du régime social : telle est, par exemple, en principe, la valeur acquise par la critique social-démocrate. Il faut des circonstances absolument exceptionnelles, indépendantes de la volonté des individus ou des partis, pour libérer les mécontents des gênes de l'esprit conservateur et amener les masses à l'insurrection.

«L'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime»

Les rapides changements d'opinion et d'humeur des masses, en temps de révolution, proviennent, par conséquent, non de la souplesse et de la mobilité du psychique humain, mais bien de son profond conservatisme. Les idées et les rapports sociaux restant chroniquement en retard sur les nouvelles circonstances objectives, jusqu'au moment où celles-ci s'abattent en cataclysme,

il en résulte, en temps de révolution, des soubresauts d'idées et de passions que des cerveaux de policiers se représentent tout simplement comme l'œuvre de «démagogues».

Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime. C'est seulement le milieu dirigeant de leur classe qui possède un programme politique, lequel a pourtant besoin d'être vérifié par les événements et approuvé par les masses. Le processus politique essentiel d'une révolution est précisément en ceci que la classe prend conscience des problèmes posés par la crise sociale, et que les masses s'orientent activement d'après la méthode des approximations successives. Les diverses étapes du processus révolutionnaire, consolidées par la substitution à tels partis d'autres toujours plus extrémistes, traduisent la poussée constamment renforcée des masses vers la gauche, aussi longtemps que cet élan ne se brise pas contre des obstacles objectifs. Alors commence la réaction : désenchantement dans certains milieux de la classe révolutionnaire, multiplication des indifférents, et, par suite, consolidation des forces contre-révolutionnaires.

Tel est du moins le schéma des anciennes révolutions.

C'est seulement par l'étude des processus politiques dans les masses que l'on peut comprendre le rôle des partis et des leaders que nous ne sommes pas le moins du monde enclins à ignorer. Ils constituent un élément non autonome, mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur.

Préface à *l'Histoire de la révolution russe* (1930).



«LA RÉVOLUTION PERMANENTE SIGNifie UNE RÉVOLUTION QUI NE VEUT TRANSIGER AVEC AUCUNE FORME DE DOMINATION DE CLASSE»

La révolution permanente, au sens que Marx avait attribué à cette conception, signifie une révolution qui ne veut transiger avec aucune forme de domination de classe, qui ne s'arrête pas au stade démocratique mais passe aux mesures socialistes et à la guerre contre la réaction extérieure, une révolution dont chaque étape est contenue en germe dans l'étape précédente, une révolution qui ne finit qu'avec la liquidation totale de la société de classe.

Passage de la révolution démocratique à la révolution socialiste

Pour dissiper la confusion créée autour de la théorie de la révolution permanente, il faut distinguer trois catégories d'idées qui s'unissent et se fondent dans cette théorie. Elle comprend, d'abord, le problème du passage de la révolution démocratique à la révolution socialiste. Et c'est là au fond son origine historique.

L'idée de la révolution permanente fut mise en avant par les grands communistes du milieu du 19^e siècle, Marx et ses disciples, pour faire pièce à l'idéologie bourgeoise qui, comme on le sait, prétend qu'après l'établissement d'un État «rationnel» ou démocratique, toutes les questions peuvent être résolues par la voie pacifique de l'évolution et des réformes. Marx ne considérait la révolution bourgeoise de 1848 que comme le prologue immédiat



Trotsky, Lénine et Kamenev. ITAR-TASS / RUE DES ARCHIVES

très écartées l'une de l'autre dans l'évolution sociale. Cette idée était également prédominante chez les marxistes russes qui, en 1905, appartenaient plutôt à l'aile gauche de la II^e Internationale. Plekhanov, ce fondateur brillant du marxisme russe, considérait comme folle l'idée de la possibilité d'une dictature prolétarienne dans la Russie contemporaine. Ce point de vue était partagé non seulement par les mencheviks, mais aussi par l'écrasante majorité des dirigeants bolcheviques, en particulier par les dirigeants actuels du parti [Trotsky écrit en 1929 : il s'agit des dirigeants qui l'ont éliminé, notamment Staline – NDLR]. Ils étaient alors des démocrates révolutionnaires résolus, mais les problèmes de la révolution socialiste leur semblaient, aussi bien en 1905 qu'à la veille de 1917, le prélude confus d'un avenir encore lointain.

Rendre permanent le développement révolutionnaire

La théorie de la révolution permanente, renaissant en 1905, déclara la guerre à cet ordre d'idées et à ces dispositions d'esprit. Elle démontre qu'à notre époque l'accomplissement des tâches démocratiques, que se proposent les pays bourgeois arriérés, les mène directement à la dictature du prolétariat, et que celle-ci met les tâches socialistes à l'ordre du jour. Toute l'idée fondamentale de la théorie était là. Tandis que l'opinion traditionnelle estimait que le chemin vers la dictature du prolétariat passe par une longue période de démocratie, la théorie de la révolution permanente proclamait que, pour les pays arriérés, le chemin vers la démocratie passe par la dictature du prolétariat. Par conséquent, la démocratie était considérée non

comme une fin en soi qui devait durer des dizaines d'années, mais comme le prologue immédiat de la révolution socialiste, à laquelle la rattache un lien indissoluble. De cette manière, on rendait permanent le développement révolutionnaire qui allait de la révolution démocratique jusqu'à la transformation socialiste de la société.

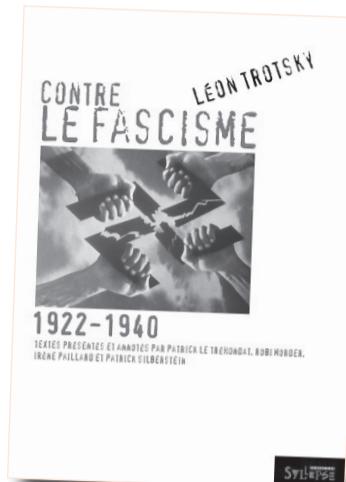
Sous son deuxième aspect, la théorie de la révolution permanente caractérise la révolution socialiste elle-même. Pendant une période dont la durée est indéterminée, tous les rapports sociaux se transforment au cours d'une lutte intérieure continue. La société ne fait que changer sans cesse de peau. Chaque phase de reconstruction découle directement de la précédente. Les événements qui se déroulent gardent par nécessité un caractère politique, parce qu'ils prennent la forme de chocs entre les différents groupements de la société en transformation. Les explosions de la guerre civile et des guerres extérieures alternent avec les périodes de réformes «pacifiques». Les bouleversements dans l'économie, la technique, la science, la famille, les mœurs et les coutumes ferment, en s'accomplissant, des combinaisons et des rapports réciproques tellement complexes que la société ne peut pas arriver à un état d'équilibre. En cela se révèle le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même.

Sous son troisième aspect, la théorie de la révolution permanente envisage le caractère international de la révolution socialiste qui résulte de l'état présent de l'économie et de la structure sociale de l'humanité. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait : il ne constitue que le reflet politique et théorique du caractère mondial de l'économie, du développement mondial des forces productives et de l'élan mondial de la lutte de classe. La révolution socialiste commence sur le terrain national, mais elle ne peut en rester là. La révolution prolétarienne ne peut être maintenue dans les cadres nationaux que sous forme de régime provisoire, même si celui-ci dure assez longtemps, comme le démontre l'exemple de l'Union soviétique. Dans le cas où existe une dictature prolétarienne isolée, les contradictions intérieures et extérieures augmentent inévitablement, en même temps que les succès. Si l'État prolétarien continuait à rester isolé, il succomberait à la fin, victime de ces contradictions. Son salut réside uniquement dans la victoire du prolétariat des pays avancés. De ce point de vue, la révolution nationale ne constitue pas un but en soi ; elle ne représente qu'un maillon de la chaîne internationale. La révolution internationale, malgré ses reculs et ses reflux provisoires, représente un processus permanent.

Introduction à *la Révolution permanente* (1929).

«IL EST IMPOSSIBLE DE RÉFORMER LE FASCISME OU DE LUI DONNER SON CONGÉ: ON NE PEUT QUE LE RENVERSER»

Les nazis baptisent leur coup d'État du nom usurpé de révolution. En fait, en Allemagne comme en Italie, le fascisme laisse le système social inchangé. Le coup d'État d'Hitler, en tant que tel, n'a même pas droit au titre de contre-révolution. Mais on ne peut pas le considérer isolément : il est l'aboutissement d'un cycle de secousses qui ont commencé en Allemagne en 1918. La révolution de novembre, qui donnait le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats, était fondamentalement prolétarienne. Mais le parti qui était à la tête du prolétariat, rendit le pouvoir à la bourgeoisie. En ce sens, la social-démocratie a ouvert une ère de contre-révolution, avant que la révolution n'ait eu le temps d'achever son œuvre. Toutefois, tant que la bourgeoisie dépendait de la social-démocratie, et par conséquent des ouvriers, le régime conservait des éléments de compromis. Mais la situation intérieure et internationale du capitalisme allemand ne laissait plus de place aux concessions. Si la social-démocratie sauva la bourgeoisie de la révolution prolétarienne, le tour est venu pour le fascisme de libérer la bourgeoisie de la social-démocratie. Le coup



d'État d'Hitler n'est que le maillon final dans la chaîne des poussées contre-révolutionnaires.

«Le national-socialisme rejette le marxisme mais aussi le darwinisme»

Le petit bourgeois est hostile à l'idée de développement, car le développement se fait invariablement contre lui : le progrès ne lui a rien apporté, si ce n'est des dettes insolubles. Le national-socialisme rejette le marxisme mais aussi le darwinisme. Les nazis maudissent le matérialisme, car les victoires de la technique sur la nature ont entraîné la victoire du grand capital sur le petit. Les

chefs du mouvement liquident «l'intellectualisme» non pas tant parce que eux-mêmes possèdent des intelligences de deuxième ou de troisième ordre, mais surtout parce que leur rôle historique ne saurait admettre qu'une pensée soit menée jusqu'à son terme. Le petit bourgeois a besoin d'une instance supérieure, placée au-dessus de la matière et de l'histoire, et protégée de la concurrence, de l'inflation, de la crise et de la vente aux enchères. Au développement, à la pensée économique, au rationalisme – aux 20^e, 19^e et 18^e siècles – s'opposent l'idéalisme nationaliste, en tant que source du principe héroïque. La nation d'Hitler est l'ombre mythique de la petite bourgeoisie elle-même, son rêve pathétique d'un royaume millénaire sur terre. Pour éléver la nation au-dessus de l'histoire, on lui donne le soutien de la race. L'histoire est vue comme une émanation de la race. Les qualités de la race sont construites indépendamment des conditions sociales changeantes. Rejetant «la pensée économique» comme vile, le national-socialisme descend un étage plus bas : du matérialisme économique il passe au matérialisme zoologique. [...] Sur le plan politique, le racisme est une variété hypertrophiée et vantarde du chauvinisme associé

à la phrénologie. De même que l'aristocratie ruinée trouvait une consolation dans la noblesse de son sang, la petite bourgeoisie paupérisée s'enivre de contes sur les mérites particuliers de sa race. Il est intéressant de remarquer que les chefs du national-socialisme ne sont pas de purs Allemands, mais sont originaires d'Autriche comme Hitler lui-même, des anciennes provinces baltes de l'empire tsariste, comme Rosenberg, des pays coloniaux, comme l'actuel remplaçant d'Hitler à la direction du parti, Hess. Il a fallu l'école de l'agitation nationaliste barbare aux confins de la culture pour inspirer aux «chefs» les idées qui ont trouvé par la suite un écho dans le cœur des classes les plus barbares de l'Allemagne. L'individu et la classe – le libéralisme et le marxisme – voilà le mal. La nation c'est le bien. Mais cette philosophie se change en son contraire au seuil de la propriété. Le salut est uniquement dans la propriété individuelle. L'idée de propriété nationale est une engeance du bolchevisme. Tout en divinisant la nation, le petit bourgeois ne veut rien lui donner. Au contraire, il attend que la nation lui distribue la propriété et le protège de l'ouvrier et de l'huissier. Malheureusement, le

III^e Reich ne donnera rien au petit bourgeois, si ce n'est de nouveaux impôts. [...]

«La forme la plus pure de l'impérialisme»

Le fascisme allemand, comme le fascisme italien, s'est hissé au pouvoir sur le dos de la petite bourgeoisie, dont il s'est servi comme d'un bâlier contre la classe ouvrière et les institutions de la démocratie. Mais le fascisme au pouvoir n'est rien moins que le gouvernement de la petite bourgeoisie. Au contraire, c'est la dictature la plus impitoyable du capital monopoliste. Mussolini a raison : les classes intermédiaires ne sont pas capables d'une politique indépendante. Dans les périodes de crise, elles sont appelées à poursuivre jusqu'à l'absurde la politique de l'une des deux classes fondamentales. Le fascisme a réussi à les mettre au service du capital. Des mots d'ordre comme l'étatisation des trusts et la suppression des revenus ne provenant pas du travail, ont été immédiatement jetés par-dessus bord dès l'arrivée au pouvoir. Au contraire, le particularisme des «terres» allemandes, qui s'appuyait sur les particularités de la petite bourgeoisie, a fait place nette pour le centralisme policier capitaliste. Chaque succès de la politique intérieure et extérieure

du national-fascisme marquera inévitablement la poursuite de l'étoffement du petit capital par le grand. [...] Une fois le programme des illusions petites bourgeois réduit à une pure et simple mascarade bureaucratique, le national-socialisme s'élève au-dessus de la nation, comme la forme la plus pure de l'impérialisme. L'espoir que le gouvernement de Hitler tombera, si ce n'est aujourd'hui, demain, victime de son inconsistance interne, est tout à fait vain. Un programme était nécessaire aux nazis pour arriver au pouvoir ; mais le pouvoir ne sert absolument pas à Hitler à remplir son programme. C'est le capital monopoliste qui lui fixe ses tâches. La concentration forcée de toutes les forces et moyens du peuple dans l'intérêt de l'impérialisme, qui est la véritable mission historique de la dictature fasciste, implique la préparation de la guerre ; ce but, à son tour, ne tolère aucune résistance intérieure et conduit à une concentration mécanique ultérieure du pouvoir. Il est impossible de réformer le fascisme ou de lui donner son congé : on ne peut que le renverser. L'orbite politique du régime des nazis bute contre l'alternative : la guerre ou la révolution ? «Qu'est-ce que le national-socialisme ?» (10 juin 1933).

«SI UNE FEMME EST ASSERVIE À SA FAMILLE, À LA CUISINE, À LA LESSIVE ET À LA COUTURE, SES POSSIBILITÉS D'AGIR DANS LA VIE SOCIALE ET DANS LA VIE DE L'ÉTAT SONT RÉDUITES À L'EXTRÊME»

dans la vie sociale et dans la vie de l'État sont réduites à l'extrême. [...]

«Ne pas se laisser entraîner par un moralisme réactionnaire»

Dans le domaine de la famille et du mode de vie, il y a aussi une période inévitable de dislocation de toutes les formes anciennes, traditionnelles, héritées du passé. Mais cette période de crise et de destruction est plus tardive, elle dure plus longtemps, elle est plus pénible et plus douloureuse, bien que ses formes, extrêmement parcellisées, ne soient pas toujours visibles lors d'un examen superficiel. Il est nécessaire que nous ayons une claire conscience de ces cassures dans le domaine politique, économique, et dans celui du mode de vie, afin de ne pas nous effrayer des phénomènes que nous observons, mais pour les évaluer avec justesse, c'est-à-dire comprendre pourquoi ils apparaissent dans la classe ouvrière et agir sur eux de façon consciente dans le sens d'une socialisation des formes du mode de vie. Ne nous affolons pas, dis-je, car des voix effrayées se sont déjà fait entendre. Au cours de la réunion des agitateurs moscovites, certains camarades ont souligné, avec une inquiétude justifiée, la facilité avec laquelle se démantelaient les anciens liens familiaux et se nouaient des liens nouveaux, tout aussi peu solides. La mère et les enfants sont ceux qui en souffrent le plus. [...] Mais si l'on pose correctement le problème, sans se laisser entraîner par un moralisme



Léon Trotsky et Natalia Sedova (1938). DR

réactionnaire ni par une mélancolie sentimentale, on s'aperçoit qu'il faut avant tout connaître ce qui existe et comprendre ce qui se passe.

«Le mode de vie est soumis à rude épreuve»
Comme on l'a déjà dit, des événements d'une importance considérable – la guerre et la révolution – ont bouleversé le mode de vie familial ; ils ont amené avec eux la pensée critique, la réorganisation consciente et la réévaluation des relations familiales et du mode de vie quotidien. C'est précisément la combinaison de la force mécanique de ces événements grandioses avec la force critique de la pensée qui explique, dans le domaine de la famille, la période de destruction que nous connaissons aujourd'hui. [...]

Le mari, communiste, mène une vie sociale active, progresse et trouve en elle le sens de sa vie personnelle. Mais la femme, communiste elle aussi, désire prendre part au travail de la collectivité, elle participe à des réunions, travaille au Soviet ou au syndicat. La famille s'anéantit peu à peu, ou bien l'intimité familiale disparaît, les conflits se multiplient, ce qui suscite une irritation mutuelle qui mène au divorce. [...] Une vieille famille, dix à quinze ans de vie commune. Le mari est un ouvrier conscient, un bon père de famille, la femme aime son foyer et dispense toute son énergie à sa famille. Le hasard la met en contact avec une organisation féminine. Un nouveau monde s'ouvre à elle. Son énergie y trouve un champ d'action beaucoup plus vaste. Dans la famille, c'est l'éclatement. Le mari se fâche ; la femme

se voit offensée dans sa dignité de citoyenne. C'est le divorce. [...] S'il n'existe pas de liens solides à l'intérieur de la famille elle-même, si celle-ci ne tient que par la force de l'inertie, chaque coup qu'on lui porte de l'extérieur est capable de la détruire en anéantissant son caractère rituel. Et des coups, à notre époque, la famille en reçoit plus qu'elle n'en a jamais reçus. Voilà pourquoi elle vacille, voilà pourquoi elle se disloque et tombe en ruine, voilà pourquoi elle se recompose et se désagrége à nouveau. Le mode de vie est soumis à rude épreuve par cette critique sévère et douloureuse de la famille. Mais on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. [...]

«Libérer la famille des fonctions et des occupations qui l'accablent et la détruisent»

Une fois encore, les conditions d'apparition d'un mode de vie et d'une famille d'un type nouveau ne peuvent être séparées de l'œuvre générale de la construction socialiste. Le gouvernement ouvrier doit s'enrichir pour qu'il soit possible d'organiser de façon sérieuse et adéquate l'éducation collective des enfants, pour qu'il soit possible de libérer la famille de la cuisine et du lavage. La collectivisation de l'économie familiale et de l'éducation des enfants est impensable sans un enrichissement de toute notre économie dans son ensemble. Nous avons besoin de l'accumulation socialiste. C'est à cette seule condition que nous pourrons libérer la famille des fonctions et des

occupations qui l'accablent et la détruisent. La lessive doit être faite dans une bonne laverie collective. Les repas doivent être pris dans un bon restaurant collectif. Les vêtements doivent être taillés dans un atelier de couture. Les enfants doivent être éduqués par de bons pédagogues qui trouveront leur véritable emploi. Alors les liens du mari et de la femme ne seront plus entravés par ce qui leur est extérieur, superflu, surajouté et occasionnel. L'un et l'autre ne s'empoisonneront plus mutuellement. L'existence. On verra enfin apparaître une véritable égalité de droit. Les liens seront uniquement définis par une attirance mutuelle. Et c'est précisément pour cette raison qu'ils seront plus solides, différents certes pour chacun, mais contraignants pour personne. [...] Ce que l'on vient de dire ne signifie nullement, bien entendu, qu'il existe un moment précis du développement matériel favorisant l'apparition immédiate de cette famille nouvelle. Non, la formation de la famille nouvelle est possible dès à présent. Il est vrai que l'État ne peut pas encore se charger de l'éducation collective des enfants, de la création de cuisines collectives meilleures que les cuisines familiales, de la création de laveries collectives, où le linge ne serait ni déchiré ni volé. Mais cela n'empêche pas du tout les familles les plus progressistes de prendre l'initiative de se regrouper dès maintenant sur une base collectiviste.

Les Questions du mode de vie (1923), chapitre

«De l'ancienne famille à la nouvelle»

«MENER EN CE QUI REGARDE L'ART UNE POLITIQUE LARGE ET SOUPLE»

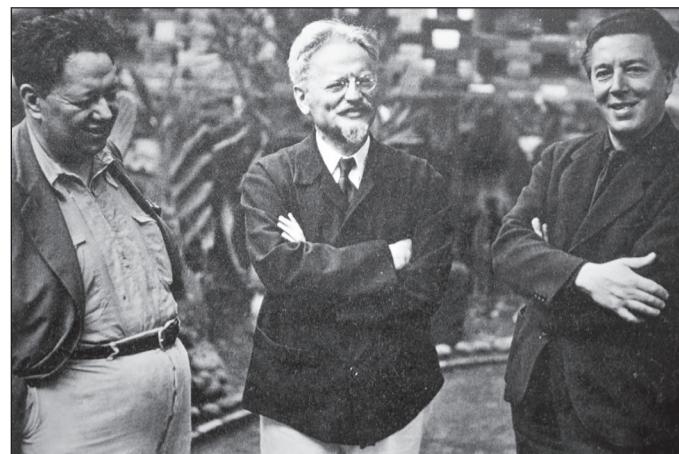
Il n'est pas vrai que l'art révolutionnaire puisse être créé seulement par les ouvriers. Précisément parce que la révolution est ouvrière, elle libère – répétions-le – une faible quantité d'énergie de la classe ouvrière dans le domaine de l'art. Les plus grandes œuvres de la Révolution française, celles qui la reflètent directement ou non, ont été créées par des artistes allemands, anglais ou autres, non par des Français. La bourgeoisie française, occupée à faire la révolution, n'avait pas suffisamment de forces pour graver elle-même son empreinte. C'est encore plus vrai du prolétariat : sa culture artistique est bien plus faible que sa culture politique. Les intellectuels, outre tous les avantages que leur procure leur qualification, disposent de l'odieux privilège de garder une position politique passive, plus ou moins marquée de sympathie à l'égard d'Octobre. Il n'est pas surprenant qu'ils donnent de meilleures images de la Révolution – même si elles sont plus ou moins déformées – que le prolétariat, occupé à faire la révolution. [...]

«L'art doit se frayer sa propre route par lui-même»

Cela veut-il dire que le Parti, contradictoirement à ses principes, prenne une position électique dans le domaine de l'art ? L'argument, qui voudrait être écrasant, est simplement

enfantin. Le marxisme offre diverses possibilités : évaluer le développement de l'art nouveau, en suivre toutes les variations, encourager les courants progressistes au moyen de la critique ; on ne peut guère lui demander davantage. L'art doit se frayer sa propre route par lui-même. Ses méthodes ne sont pas celles du marxisme. Si le Parti dirige le prolétariat, il ne dirige pas le processus historique. Oui, il est des domaines où il dirige directement, impérieusement. Il en est d'autres où il contrôle et encourage, certains où il se borne à encourager, certains encore où il ne fait qu'orienter. L'art n'est pas un domaine où le Parti est appelé à commander. Il protège, stimule, ne dirige qu'indirectement. Il accorde sa confiance aux groupes qui aspirent sincèrement à se rapprocher de la Révolution et encourage ainsi leur production artistique. Il ne peut pas se placer sur les positions d'un cercle littéraire. Il ne le peut pas, et il ne le doit pas.

Le Parti défend les intérêts historiques de la classe ouvrière dans son ensemble. Il prépare le terrain, pas à pas, pour une culture nouvelle, un art nouveau. Il ne voit pas les compagnons de route en concurrents des écrivains ouvriers, mais en collaborateurs de la classe ouvrière pour un gigantesque travail de reconstruction. Il comprend le caractère épisodique des groupes littéraires dans une période de transition. Loin de les apprécier en fonction des certificats personnels



Diego Rivera, Léon Trotsky et André Breton. MANUEL ÁLVAREZ BRAVO

de classe qu'excipent messieurs les gens de lettres, il s'inquiète de la place qu'occupent ou peuvent occuper ces groupes dans la mise sur pied d'une culture socialiste. Si, pour tel ou tel groupe, il n'est pas possible aujourd'hui de déterminer cette place, le Parti attendra, avec patience et attention. Cela n'empêche nullement les critiques, les lecteurs, d'accorder individuellement leur sympathie à tel ou tel groupe. Le Parti, parce qu'il défend, dans leur ensemble, les intérêts historiques de la classe ouvrière, se doit d'être objectif et prudent. Doublement : il n'accorde pas son imprimatur à «Kouznitsa» pour le seul fait que des ouvriers y écrivent ; il ne repousse a priori aucun groupe littéraire, même uniquement composé d'intellectuels, pour peu que celui-ci s'efforce de se rapprocher de la Révolution, en renforce une des attaches (une attache est toujours un point faible) : avec la ville ou le village,

entre les membres du Parti et les Sans-Parti, entre les intellectuels et les ouvriers. [...]

«Notre critère est ouvertement politique, impératif et sans nuances»

Le travail d'acclimation de la culture, c'est-à-dire l'acquisition de l'ABC d'une culture pré-prolétarienne, ne suppose-t-il pas un choix, une critique, un critère de classe ? Certainement. Ce critère est politique, non abstraitemment culturel. Tous deux coïncident dans le sens large où la Révolution prépare les conditions d'une nouvelle culture. Cela ne signifie pas que le mariage s'effectue à tout coup. Si la Révolution se voit obligée de détruire des ponts ou des monuments quand il le faut, elle n'hésitera pas à porter la main sur toute tendance de l'art qui, si grandes que soient ses réalisations formelles, menacerait d'introduire des ferment

désagréateurs dans les milieux révolutionnaires ou de dresser les unes contre les autres les forces internes de la Révolution, prolétariat, paysannerie, intellectuels. Notre critère est ouvertement politique, impératif et sans nuances. D'où la nécessité de définir ses limites. Pour être plus précis encore, je dirais que, sous un régime de vigilance révolutionnaire, nous devons mener en ce qui regarde l'art une politique large et souple, étrangère à toutes les querelles des cercles littéraires. [...]

Le prolétariat, très sensible sur les plans spirituel et artistique, n'a pas reçu d'éducation esthétique. Il est peu probable que sa route parte du point où s'est arrêtée l'intelligentsia bourgeoise avant la catastrophe. De même que l'individu, à partir de l'embryon, refait l'histoire de l'espèce et, dans une certaine mesure, de tout le monde animal, la nouvelle classe, dont l'immense majorité émerge d'une existence quasi préhistorique, doit refaire pour elle-même toute l'histoire de la culture artistique. Elle ne peut pas commencer à édifier une nouvelle culture avant d'avoir absorbé et assimilé les éléments des anciennes cultures. Cela ne veut pas dire qu'elle va traverser pas à pas, systématiquement, toute l'histoire passée de l'art. À la différence de l'individu biologique, une classe sociale absorbe et assimile de façon plus libre et plus consciente. Elle ne peut toutefois aller de l'avant sans considérer les points de repère les plus importants du passé.

Les bases d'une formidable croissance artistique

La base sociale du vieil art ayant été détruite de façon plus décisive que jamais auparavant, son aile gauche, afin que l'art continue, cherche un appui dans le prolétariat, du moins dans les couches sociales qui gravitent autour du prolétariat. Celui-ci, à son tour, tirant profit de sa position de classe dirigeante, aspire à l'art, cherche à établir des contacts avec lui, prépare ainsi les bases à une formidable croissance artistique. En ce sens, il est vrai que les journaux muraux d'usine constituent les prémisses nécessaires, encore que très lointaines, de la littérature de demain. Naturellement, personne ne dira : renonçons à tout le reste, en attendant que le prolétariat, à partir de ces journaux muraux, ait atteint la maîtrise artistique. Le prolétariat, lui aussi, a besoin d'une continuité dans la tradition artistique. Il la réalise aujourd'hui, plus indirectement que directement, à travers les artistes bourgeois qui gravitent autour de lui, ou qui cherchent refuge sous son aile. Il en tolère une partie, il en soutient une autre, il adopte ceux-ci et assimile complètement ceux-là. La politique du Parti en art dépend précisément de la complexité de ce processus, de ses mille liens internes. Il est impossible de la ramener à une formule, quelque chose d'autant bref que le bec d'un moineau. Il n'est pas non plus indispensable de l'y ramener.

Littérature et révolution (1924), chapitre VII : «La Politique du parti en art».

L'ASSASSINAT DE LÉON TROTSKY

Il prétendait être Belge et s'appeler Jacques Mornard. Il était Catalan et s'appelait Ramon Mercader, Staline guidait son bras.

Le 20 août 1940, un piolet d'alpiniste fracassait le crâne de Léon Trotsky, réfugié au Mexique depuis 1937. Le meurtrier déclara aux policiers qu'il s'appelait Jacques Mornard et était citoyen belge. Acteur de l'assassinat, il n'en était pas le seul organisateur. Grâce à sa liaison avec le jeune trotskiste Sylvia Ageloff, le futur assassin de Trotsky était parvenu à gagner la confiance de ceux qui veillaient sur la sécurité du célèbre exilé. Sous le nom de Franck Jacson, il fut reçu plusieurs fois dans la maison fortifiée de Coyoacan (un faubourg de Mexico).

Quelques mois avant l'assassinat, une première tentative avait échoué. Le 24 mai 1940, à 4 heures du matin, un commando d'une vingtaine d'hommes était parvenu à pénétrer dans la demeure : pendant plusieurs minutes, ils arrosèrent la chambre de Trotsky à la mitraillette et lancèrent deux grenades incendiaires ainsi qu'une bombe à retardement. Miraculièrement, il n'y eut ni mort ni blessé. Trotsky et sa femme s'étaient jetés sous le lit, leur petit-fils Siéva avait fait de même.

Qui était Jacson ? La presse stalinienne se déchaîna et répandit la thèse de l'auto-attentat monté pour faire parler de lui



et calomnier le PC mexicain et Staline. Un mois après les événements, trente personnes étaient sous les verrous, la plupart membres du PC et anciens d'Espagne. Le responsable était en fuite : il s'agissait du célèbre peintre David Alfaro Siqueiros, ancien colonel en Espagne, dont Trotsky pensait qu'il servait le GPU depuis 1928. Ulteriorément, l'enquête prouvera que Siqueiros et Franck Jacson se connaissaient depuis l'Espagne.

L'identité de Franck Jacson

Qui était donc ce Franck Jacson ? Il faudra près de dix ans pour percer sa véritable identité. Dans sa poche, on devait retrouver une

lettre expliquant les mobiles de son acte : trotskiste déçu, il aurait été écoeuré par l'homme et par sa proposition de l'expédier en URSS pour faire des sabotages, démolir l'Armée Rouge et essayer de tuer Staline. Pour accomplir tout cela, il bénéficiait de l'appui d'une grande nation (il s'agissait des États-Unis, car Trotsky ne pouvait plus être un agent hitlérien en raison du Pacte germano-soviétique). Toutes ces accusations furent reprises par les divers PC pendant près de quarante ans. En 1969, le dirigeant du PCF Léon Figuères y avait encore recours, dans son livre *le Trotskysme, cet anti-léninisme*. Lorsque les

L'ordre de Staline

La paternité de Staline dans le crime est maintenant reconnue par tous, y compris par les Soviétiques et par le PCF. En 1978, Valentin Campa, ancien dirigeant du PC mexicain, publiait ses mémoires. Il avait été remis à la base en 1940, car il ne montrait pas assez d'enthousiasme dans la participation de son parti à la préparation de l'assassinat. *L'Humanité* des 26 et 27 juillet 1978 en fit paraître quelques extraits où Campa confirme que c'est bien Staline qui a donné l'ordre de tuer Trotsky. Mais il ne révèle rien qui ne soit déjà connu : en particulier, il ne dit pas qui a été le principal organisateur. Comble d'ironie : c'est le vieux stalinien Georges Fournial qui est chargé de présenter le document. Or, dès février 1938, «le jeune instituteur Georges Fournial» était dénoncé par la presse trotskiste en tant qu'agent du GPU : il venait d'obtenir un congé de six mois pour aller représenter au Mexique l'Internationale des travailleurs de l'enseignement... Malgré tout, grâce à Valentin Campa, les vieux militants ont pu apprendre, avec trente-huit ans de retard, que leurs dirigeants aimés étaient non seulement des menteurs mais aussi des assassins. D'un tout autre intérêt sera le livre sur Trotsky que s'apprête à faire sortir, à Moscou, le général Volkogonov, directeur de l'Institut d'histoire militaire de l'URSS et récent biographe de

Staline. Interviewé par le correspondant de *la Stampa* (n° du 26 juillet 1990), il affirme avoir eu accès à de nombreuses archives dont celles de Trotsky, de Staline et du NKVD.

Il déclare posséder la plus riche collection de documents concernant Trotsky : quarante mille pièces, des milliers de photos, des dizaines de témoignages. Il en publierà certains, notamment l'ordre de tuer Trotsky, daté de septembre 1931 et signé par Staline, Vorochilov, Molotov et Ordjonikidze. Il sera renouvelé en 1934.

Volkogonov révélera enfin le nom de l'organisateur de l'assassinat, sous les ordres de qui il travaillait, Eitingon (le général du GPU dont Caridad Mercader était la maîtresse). Cet homme est âgé de quatre-vingt cinq ans et a fait quinze ans de prison à l'initiative de Krouchtchov. Volkogonov est parvenu à le faire parler. La première décision de tuer Trotsky a été prise au mois de septembre 1931, mais elle avait un caractère général, alors qu'en 1934 fut créé un groupe spécial pour faire la chasse à Trotsky... Le groupe spécial s'occupait de la liquidation des adversaires politiques à l'étranger, et pas seulement de Trotsky. La pieuvre du NKVD avait ses tentacules partout. C'était un service secret dans le service secret, créé pour lutter contre les exilés qui, à leur tour, luttaient contre le régime de Staline. Ces personnes étaient dangereuses pour Staline, parce qu'elles savaient beaucoup de choses.

Ernest Mandel

Extrait de «L'assassinat de Léon Trotsky», *la Gauche*, 19 septembre 1990.

RÉPRESSION Libérez Roland et les siens !

Rappelons que Roland a été condamné le 2 juillet dernier, par une justice aux ordres de l'exécutif, à 12 mois de prison (dont six mois ferme avec mandat de dépôt et six avec sursis), assortis de 1500 euros d'amende. Le motif en est son refus de se plier à l'interdiction qui lui avait été faite de participer à une manifestation, suite à un précédent procès pour avoir vigoureusement dénoncé des violences policières à son égard et à celui des Gilets jaunes. Le cas de Roland Veuillet est emblématique de l'acharnement judiciaire et des persécutions qui frappent les opposantEs aux « réformes » régressives de Macron. Ces réformes antisociales, qui succèdent aux attaques de Hollande, livrent les travailleurEs à l'exploitation patronale la plus cynique. L'émergence du mouvement des Gilets jaunes a rendu visible une nouvelle couche de travailleurEs souffrant de ce système globalement injuste.

Répression, intimidations

Pour mater ces opposantEs aux mains nues mais nombreux et persévérateurs, le pouvoir aux abois a déchainé à leur encontre des bataillons de forces de « l'ordre » en armure et lourdement armés. Les images crues des graves blessures physiques subies par nombre de manifestantEs, diffusées sur les réseaux sociaux, ont fait comprendre à tout un chacun de quoi les capitalistes sont capables. Afin de leur faire passer l'envie de manifester, les protestataires ont été constamment menacés, provoqués et conduits à la faute par les policiers – en uniforme ou non. Malheur à celles et ceux qui se sont hasardés à porter plainte contre eux. Les lois bourgeoises ne

Semaine après semaine, des groupes de Gilets jaunes de Nîmes réclament la libération de Roland Veuillet. Accompagnés de leurs sympathisantEs, ils et elles se relaient devant la prison de Nîmes pour donner une bruyante sérénade de soutien à leur camarade qui y est incarcéré depuis 50 jours.



LE POING

sont pas faites pour les exploitéEs ! Les frais d'avocat et les amendes disproportionnées, compte tenu de leurs faibles moyens, ont fini par appauvrir celles et ceux qui l'étaient déjà suffisamment. Certains Gilets jaunes ont signalé que des amendes ont même été immédiatement et directement ponctionnées sur leur compte, mettant leurs familles dans la gêne la plus extrême. Cela s'appelle une punition collective !

Indignes conditions carcérales
Dans cet arsenal, le pire est la prison, en raison des conditions de détention indignes de nombre d'établissements pénitentiaires en France, dont celui de Nîmes. Selon l'Observatoire international des prisons on trouve dans ces établissements « surpopulation chronique, vétusté, insalubrité, hygiène défaillante, absence d'intimité générant

violences et tensions, carences d'activités ». La France a été condamnée à 17 reprises par la Cour européenne des droits de l'homme qui prohibe la torture et les traitements inhumains ou dégradants qui y règnent. Sans effet. Aujourd'hui, avec la pandémie du Covid-19, c'est la « double peine » pour les détenuEs en raison du risque de propagation dans ces « bombes épidémiologiques » que sont les prisons. En dépit des mesures d'exception prises dans la précipitation par la justice française pour baisser le nombre de détenuEs de droit commun, la surpopulation est toujours aussi scandaleusement élevée. La volonté réactionnaire de punir passe avant le reste ! Aux dernières nouvelles à Nîmes, un communiqué du comité de soutien de Roland Veuillet du 17 juillet indique : « L'exaspération née

de la (sur)population carcérale à la maison d'arrêt de Nîmes s'est fait entendre : à tour de bras, les coups sur les barreaux bouillants des cellules ont résonné à travers la prison. Dès leur arrivée, des surveillants se mettent en grève. Plus tard, dans la cour, une centaine de prisonniers refusent de regagner leurs cellules surpeuplées, torrides, imbibées d'odeurs fécales des W-C et celles fétides de transpiration et de moisiures, Roland l'agitateur est placé à l'isolement. »

Libérez Roland et touTEs les condamnéEs !

La justice française acceptera-t-elle de libérer Roland Veuillet en surmontant sa haine vengeresse contre un militant politique qui a osé la défier ainsi que la police en combattant les injustices commises par la classe au pouvoir contre la classe ouvrière ? Ou bien, la pandémie de Covid-19 se poursuivant, le mettra-t-elle délibérément en danger de mort dans sa cellule surpeuplée, à la chaleur étouffante et où, à 62 ans, il couche sur un matelas posé à même le sol ? Nous adressons cet appel à la Justice avec un grand J, non seulement en faveur de Roland Veuillet mais aussi de tous et toutes les Gilets Jaunes et les militantEs persécutéEs comme lui. Et nous n'oubliions pas non plus la masse des prisonnierEs de droit commun que l'injustice sociale qui règne dans notre pays a conduits dans ces prisons inhumaines.

Rosa (correspondante Nîmes)

ÉDUCTION NATIONALE Vers une rentrée tout sauf « quasi normale »

Tout sourire, Macron nous l'a annoncé le 14 juillet : le Covid c'est fini, l'école peut recommencer comme avant. Et surtout comme si « quasi » rien ne s'était passé depuis septembre dernier.

Pour les personnels de l'éducation nationale, l'année qui vient de s'écouler a pourtant été tout sauf ordinaire. Elle a commencé par un mouvement de ras-le-bol contre la dégradation des conditions de travail, cristallisé autour du suicide de Christine Renon. Puis il y a eu la grève massive contre la réforme des retraites, suivie par celle contre les E3C, les épreuves anticipées du bac Blanquer. Et enfin, à partir du 16 mars, le grand n'importe quoi de la « continuité pédagogique », où chacunE a dû improviser en catastrophe, sans moyen, et s'adapter à des directives qui changeaient du jour au lendemain.

De tout cela, il faudrait tenir compte pour remettre à plat une gestion catastrophique de l'éducation nationale, qui plonge les élèves et les personnels dans le désarroi le plus total. Ce n'est pas pour rien que la média trice de l'éducation nationale annonce avoir reçu un nombre record de recours.

Mieux que la chloroquine, la pensée positive pour soigner la crise éducative

Mais visiblement Macron et son ministre n'en ont rien à faire. Ils pratiquent, disent-ils, la « pensée



positive ». Autrement dit, il suffit de croire que tout est revenu à la normale pour que ça soit vrai. Cela explique sans doute la tonalité de la stupéfiante circulaire de rentrée publiée le 10 juillet. Presque rien sur la menace sanitaire, dont les scientifiques nous disent pourtant qu'elle plane toujours au-dessus de nos têtes. Tout juste obligera-t-on élèves et enseignantEs, à partir du collège, à porter un masque, probablement à la charge des familles... Une semaine plus tard, un « plan de continuité pédagogique » est venu, en apparence, compléter la circulaire. En apparence seulement, car les

Blanquer redouble à l'éducation, et ce n'est pas une bonne nouvelle

Manifestement déçu de ne pas avoir décroché le ministère de l'Intérieur,

Blanquer se console en remettant sur le tapis ses vieilles obsessions. Alors même que la priorité devrait être que les élèves puissent renouer à leur rythme et en toute confiance avec l'école, ils et elles seront évalués, testés, positionnés dans des cases, dès les premiers jours de septembre. La logique du « tout pour les fondamentaux » se confirme aussi puisque, pour les élèves jugés en difficulté, cinq heures pourront être prises sur les autres matières pour faire des maths et du français. Une vision pédagogique datée, à l'opposé de l'ambition de fournir une culture générale à toutes et tous, en particulier à celles et ceux dont la sociologie nous apprend qu'ils en ont le plus besoin.

Quant aux nouvelles directives sur l'instruction civique, elles n'augurent rien de bon, surtout quand on connaît les positions extrémistes de Blanquer sur la laïcité. Loin d'ouvrir à la citoyenneté, il s'agit avant tout de faire « respecter les institutions et les lois ».

Enfin, Covid ou pas, le tournant autoritariste du ministère se confirme. C'est ce que vivent notamment nos trois collègues de Melle, suspendus au seul motif de s'être opposé au bac Blanquer, et dont la suspension vient d'être prolongée, au mépris du droit, par la rectrice de Poitiers.

Pour nous, l'enjeu principal de la rentrée, c'est précisément qu'elle ne soit pas « normale ». Sortons de la stupéfaction des derniers mois. Retrouvons notre combativité pour lutter contre Macron et Blanquer pour qui le monde d'après, c'est nous imposer la vieille école d'hier.

Raphaël Alberto

VIOLENCES POLICIÈRES

Le combat Adama est notre combat à toutes et tous !

La marche à Beaumont-sur-Oise, samedi 18 juillet, quatre ans après la mort d'Adama, a été un succès de mobilisation, même d'après les chiffres de la police (1500 en 2019, 2700 en 2020). Selon nous, ce sont 5000 manifestantEs qui sont venus rendre hommage à Adama et exiger, pour lui comme pour toutes les victimes de violences policières dont les familles étaient présentes, justice et vérité.

Ce succès prouve que l'affluence monstre des 2 et 13 juin (devant le tribunal de Paris et place de la République) n'était pas juste une réplique du soulèvement de révolte venu des États-Unis après l'assassinat de George Floyd. Cette marche est devenue un rendez-vous incontournable au cœur de la période estivale, parce que la famille et le comité ont ancré le combat Adama à la fois dans les quartiers populaires, à commencer par celui où vit la famille, et dans les luttes avec lesquelles se tissent des « alliances ».

Un combat exemplaire et fédérateur

Les rassemblements de juin ont évidemment redonné une forte visibilité au comité Adama, après le trou noir du confinement. Et ils ont permis d'imposer à la justice de relancer un dossier qu'elle aurait voulu définitivement refermer. Pas moins de 17 procédures d'investigations ont été relancées par des juges d'instruction, après une nouvelle audition d'un témoin clé. Par contre la justice refuse toujours la requalification des faits en « homicide volontaire », ainsi que la reconstitution réclamée par l'avocat. Reconstitution que des journalistes du *Monde* ont, eux, réussi à faire virtuellement, et qui met en évidence toutes les incohérences des témoignages visant à nier les violences policières. On se demande à quoi sert la justice si ce sont les médias qui doivent faire le boulot...

Mais surtout, en dehors de toute visibilité médiatique, le comité Adama a repris, ces dernières semaines, sa tournée des quartiers populaires, pour appeler à la marche mais surtout discuter, échanger avec les habitantEs de tous âges. Avec un objectif : que la mort d'Adama et leur combat soit le déclencheur d'une prise de conscience. Assa, accompagnée souvent d'autres familles de victimes, retisse, à partir des violences policières meurtrières, l'histoire et la place de chacunE : ces jeunes hommes victimes de discriminations systémiques, leurs parents, ces premierEs de corvées, invisibiliséEs, mépriséEs, sauf quand elles et ils relèvent la tête et revendiquent leurs droits, ou en période de crise sanitaire, parce que le combat pour la vérité et le combat pour l'égalité vont de pair. C'est cette compréhension qui a mené le comité Adama à être présent aux côtés des grévistes d'Onet, des Gilets jaunes, de la jeunesse mobilisée pour la justice climatique. Et de les inviter en retour à rejoindre le combat Adama. En 2019, c'est avec les Gilets jaunes qu'avait été organisée la marche de Beaumont. Cette année c'était à l'appel de « Génération Adama-Génération Climat » autour du slogan « *Laissez-nous respirer* ».

Ces combats qui se croisent et se rejoignent peuvent permettre l'émergence d'une nouvelle génération politique (de tous les âges et de tous les horizons). Le NPA tient à exprimer sa solidarité pleine et entière et à saisir toutes les occasions d'entrer en discussion avec celles et ceux qui sont devenus des « soldats malgré eux ». Manifester ensemble participe de ces discussions, mais elles passent aussi par l'invitation du comité Adama dans l'émission du NPA durant le confinement, ainsi qu'à notre prochaine université d'été, après de nombreuses invitations lors de nos meetings de ces dernières années. Avant de se retrouver en septembre si la juge d'instruction dont le comité demande le désaisissement est toujours en place.

Cathy Billard

Roman**Les confessions d'un anarchiste, de Parisa Reza**

Gallimard, 2019, 256 pages, 20 euros.

Dans son troisième roman, Parisa Reza, écrivaine française d'origine iranienne, évoque des années cruciales de l'histoire de l'Iran avant la Première Guerre mondiale, lorsque s'est déroulée ce que l'on désigne fréquemment sous l'étiquette de «révolution constitutionnelle iranienne». Une période où se mêlent revendications nationales et démocratiques tandis que commence à se faire jour la contestation sociale de l'ordre ancien.

Aspirations démocratiques

La dynastie impériale des Qadjar en pleine décadence a besoin d'argent pour financer les dépenses somptuaires de la Cour : elle emprunte donc à tour de bras à l'étranger ; pour garantir ces emprunts elle délègue les recettes, notamment douanières, à des administrateurs étrangers et se trouve donc en position de totale faiblesse par rapport aux deux grands impérialismes qui veulent assujettir le pays : la Grande-Bretagne et la Russie.

Cette situation attise les aspirations démocratiques à la mise en place d'une Constitution et d'un Parlement qui contrôle les finances du pays et les dépenses de la Cour. Le chah finit par céder mais ne rêve que de retour en arrière.

Tandis que l'ordre impérial est rétabli à Téhéran, la résistance armée continue dans la grande ville du nord, Tabriz, où commencent à apparaître de façon très minoritaire des courants partisans d'une révolution sociale, plus ou moins liés à des sociaux-démocrates de l'empire russe venus se battre aux côtés des tabrizis. Une intervention militaire russe écrasera le mouvement en décembre 1911.

Journal d'un ex-anarchiste

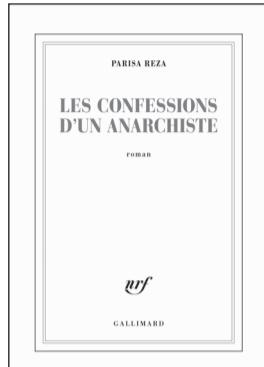
Le support du roman est un journal supposément tenu par un français ex-anarchiste, Victor Ménard, qui a rompu avec ses camarades et fui en Iran où il a connu une nette ascension sociale comme professeur de français et familier d'une famille aristocratique. Son récit est parfois confus : on ne sait pas s'il faut incriminer l'auteure ou son personnage. Mais, au fil du texte, on découvre l'essentiel de ce qui se joue. Du côté des impérialistes : la Grande-Bretagne, sur la sympathie idéologique de laquelle comptaient les démocrates iraniens, les abandonne car le Parlement veut notamment mettre en place une Banque nationale qui réduirait l'emprise des banques étrangères, notamment britanniques. Du côté du mouvement démocratique qui mêle marchands du bazar, aristocrates libéraux, religieux et intellectuels plus ou moins radicaux, des fissures ne tardent pas à apparaître sur le rôle de la religion dans la Constitution (certains mollahs participent d'abord au mouvement puis commencent à dénoncer les libéraux), puis sur les revendications sociales. Quant aux socialistes les plus radicaux, ils hésitent face à une révolution susceptible de n'être que bourgeoise.

Des personnages authentiques

Le mouvement transforme le pays mais aussi ceux qui y participent. Telle révolutionnaire exaltée modère subitement sa position car elle ne veut pas perdre ses terres. Ménard, d'abord totalement distant et qui reste franchouillard, finit par se rallier au mouvement et à y apporter sa connaissance du maniement des explosifs.

L'écriture manque parfois de clarté et certains des états d'âme de Ménard créent des longueurs. En dehors de quelques personnages principaux (Ménard, la famille princière), la plupart des acteurs sont des personnages authentiques dont les actes sont racontés à la «sauce Ménard», c'est-à-dire d'un Français qui connaît plus ou moins bien l'Iran. C'est un roman : il ne faut pas en attendre une narration exhaustive et précise des événements. Mais, au total, la lecture n'est pas fastidieuse et apporte des connaissances sur un des épisodes les plus importants de l'histoire de l'Iran au 20^e siècle (Parisa Reza a écrit sur un autre tournant de cette histoire : le coup d'État contre Mossadegh en 1953).

Henri Wilno

**La France en expos**

Attention ! Pensez au masques et aux mesures de protection... Une sélection réalisée par Philippe Cyroulnik.

Nord et Nord-Ouest**Lens**

Soleil noirs (jusqu'au 21 janvier 2021). Louvre Lens, 99, rue Paul-Bert, 62300 Lens. Ouvert tous les jours sauf le mardi, de 10h à 18h (dernier accès et fermeture des caisses à 17h15).

Une exposition importante d'œuvres et documents allant du 18^e siècle à notre époque. Nous reviendrons plus en détail à son propos. Tout en étant très riche au plan iconographique, elle n'est pas sans poser problème quant au choix des œuvres exposées. Il y a des absences carrément incompréhensibles. Tout cela témoigne de critères de sélection qui n'ont pas toujours la pertinence et la rigueur affichée. Il n'empêche qu'il faut aller la voir du fait de sa richesse et la qualité de nombre d'œuvres exposées. Nous y reviendrons.

Caen

La Libération de la peinture : 1945-1962 (jusqu'à janvier 2021). Mémorial de Caen, esplanade du Général Eisenhower, 14050 Caen. Horaires : 9h-19h (vérifier suivant les mois).

Une exposition ambitieuse mais dont l'ampleur chronologique aggrave des manques importants.

Le titre est trompeur parce qu'il suggère une dimension anthologique tout en prétendant ne pas s'arrêter à une opposition formelle figuration/abstraction, il n'y a aucun artiste figuratif dont pourtant certains ont aussi «libéré» la peinture. Le fait qu'il s'agisse d'une collection privée explique ces absences et les faiblesses graves de l'exposition comme l'absence quasi totale de femmes. Même en ne s'en tenant qu'au «européennes», quid de Loubchansky, Fievre ou Reigl ? On peut quand même s'interroger sur une telle situation. La fondation Granadure serait-elle un repaire de vieux machistes ? Sans compter des absences aussi importantes du côté des hommes : Jean Messagier, Christian Dotremont, Bryen ou



G. Wolman. Tout cela limite sérieusement l'exposition, même si la

**Ouest et Sud-Ouest****Pontivy et environs****L'Art dans les chapelles**

Juillet et août : tous les jours sauf le mardi 14h-19h ; 1^{er}-20 septembre : samedi et dimanche 14h-19h. Entrée libre et gratuite. Point d'accueil infos (dépliant/carte des circuits), Les Bains Douches, 11 quai de Presbourg à Pontivy, 13h30-18h30.

Une proposition d'Éric Suchère pour la saison 2020. 14 artistes à découvrir dans 14 chapelles. Une prédilection personnelle pour **Katinka Bock** (Chapelle Saint-Adrien, Saint-Barthélemy), **Jennifer Caubet** (Chapelle Saint-Nicolas-des-Eaux, Pluméliau), **Corinne Choticky** (Chapelle Saint-Jean, Le Sourn), **Mountain Cutters** (Chapelle Saint-Meldéoc, Guern), **Erik Samakh** (Chapelle de la Sainte Trinité, Domaine de Kerguéhennec, Bignan) et **Mengzhi Zheng** (Chapelle de La Trinité, Cléguérec). Mais allez découvrir les œuvres de Patrice Balvay, Thierry Fournier,

Michel Mazzoni, Bernard Pourrière, David Semper, Maxime Thieffine, Claire Trottignon et Sofi Zezmer.

Domaine de Kerguéhennec, 56500 Bignan. Tel 02 97 60 31 84. Attention ! Les espaces d'exposition sont accessibles sur réservation.

L'entrée est gratuite, les visites sont accompagnées d'un médiateur et la présentation est suivie d'une visite libre (durée : 40 min). Il faut être motorisé pour s'y rendre.

Cathryn Boch : un ensemble d'œuvres réalisées in situ. L'artiste travaille à partir de cartes routières, vues aériennes, relevés topographiques, qu'elle redessine et qu'elle coud. **Anne-Lise Broyer** : une série de photographies, dont certaines retravaillées par l'artiste à la mine graphite, rend compte d'une expérience du paysage. **Erik Samakh** (Chapelle de la Trinité) «aime beaucoup cette idée de cultiver les ronces, par nature indomptable, qui partiront de la chapelle pour envahir le monde».

**Saint-Nazaire**

Edith Dekyndt, The Black, The White, The Blue (jusqu'au 30 août). Le Grand Café, place des 4 z'horloges. Du mardi au dimanche de 11h à 19h. Entrée libre.

«Toujours portée par ses intuitions, part d'objets quotidiens et capte des moments de vie qu'elle révèle à travers des expérimentations rudimentaires et sensibles.» Une artiste belge de tout premier plan par la qualité et la force poétique de son œuvre.

Bordeaux

Irma Blank (jusqu'au 31 octobre, entrée gratuite jusqu'au 30 août). CAPC, 7, rue Ferrère, 33000 Bordeaux. Ouverture 11h-18h.

Une œuvre en partie biographique construite sur l'expérience de l'écriture dessinée, dégagée du mot et de sa signification.

Le Cours des choses (jusqu'au 18 août, entrée gratuite). CAPC, 7, rue Ferrère, 33000 Bordeaux. Ouverture 11h-18h.

Sélection de films et vidéos d'artistes dont les œuvres peuvent être réinterprétées à l'aune de la crise sanitaire actuelle avec Absalon, John Baldessari, Sylvie Blocher,

qualité des œuvres exposées est indéniable. Cela aurait été mieux de le signaler.

«Ode au peuple du travail» (jusqu'au 20 novembre). Musée des Beaux-Arts

D'Edgar Degas à Maximilien Luce, de Camille Pissaro à Georges Dufy, la condition ouvrière à l'époque du développement du capitalisme industriel. Entre violence subie et rêves d'émancipation à travers les regards d'artistes du post impressionnisme et du réalisme.

Perche-en-Nocé (Orne)

Pierre Tual, un parcours (jusqu'au 20 septembre). Art Culture & Co, 11, rue de Courboyer, contact et infos : 06 80 68 25 40.

Une sélection d'œuvres de Pierre Tual, un des grands sculpteurs français

– Jardin François, Préaux-du-Perche. Tous les jours de 10h au coucher du soleil (jours fériés inclus). Entrée payante.

– Manoir de Lormarin, Nocé. Jeudi-dimanche de 14h à 19h (jours fériés inclus). Entrée libre.

– Moulin Blanchard, Nocé. Jeudi-dimanche de 14h à 18h 30 (jours fériés inclus). Entrée libre.

Marie Cool & Fabio Balducci, Pauline Curnier Jardin, Peter Fischli & David Weiss, Lola González, Rebecca Horn, Jonas Mekas, Bruce Nauman, Julien Prévieux, Lili Reynaud-Dewar et plein d'autres.

Les Sables-d'Olonne

Henri Cueco (jusqu'au 20 septembre). Musée de l'Abbaye Sainte-Croix. Du mardi au dimanche de 11h à 13h et de 14h à 18h.

Entre l'allégorie de l'émancipation et les paysages de l'aliénation, un réalisme distancié, un jeu de la métaphore à travers la pratique d'un art du paysage urbain et rural et de la nature morte. L'exposition se concentre sur les années 60 de l'artiste. L'occasion de faire le point sur l'œuvre de cet artiste disparu il y a quelques années.



Épervier/Blanc, Série intit., 1968. Pastel sur papier, 48 x 66 cm. Courtesy l'artiste et P420, Bologne. Photo : C. Faveri

Irma Blank

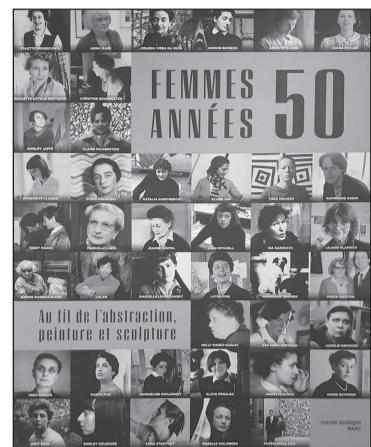
27.06.2020 – 31.10.2020

Commissaires : Johanna Carrier et Joana P. R. Neves

C musée d'art contemporain de Bordeaux



Sud et Sud-Ouest



Rodez

Femmes années 50. Au fil de l'abstraction, peinture et sculpture

(jusqu'au 31 octobre). Musée Soulages. Toute l'année: du mardi au vendredi 10h-13h et 14h-18h; samedi & dimanche 10h-18h. Juillet et août: du lundi au dimanche 10h-18h.

Il s'agit une tentative très intéressante de faire connaître ou redécouvrir « l'autre moitié » de l'abstraction française des années cinquante à travers une déambulation parmi les femmes de l'abstraction. L'éventail couvre les développements multiples de l'abstraction géométrique,

l'abstraction gestuelle et lyrique à l'expressionnisme abstrait, et à des recherches plus matières, voire campant à la lisière de la figuration. L'exposition permet de voir des artistes très injustement absentes des cimaises de nos institutions muséales. C'est un panorama assez complet à travers une quarantaine d'artistes; les très connues Pierrette Bloch, Sonia Delaunay, Joan Mitchell, Shirley Jaffé ou Vieira da Silva, d'autres qui mériteraient de l'être plus comme Geneviève Asse, Vera Molnar, Aurélie Nemour, Marcelle Loubchanski, Marta Pan ou Alicia Penalba qui, bien qu'ayant une œuvre d'une très grande tenue, n'ont pas la notoriété qu'elles mériteraient. On peut redécouvrir la subtile Shirley Goldfarb et la très belle artiste qu'était Isabelle Walberg, avoir de très belles surprises (Jacqueline Pawloski et Claire Falkenstein), mais aussi regretter l'absence de Claude de Soria et Yolande Fièvre qui auraient largement dû y être incluses.

Oeuvres sur toile et papier de Pierre Soulages, 1945-2019

Exposition permanente au musée Soulages.

Un parcours assez complet de cette figure importante de l'art abstrait.

Montpellier

L'Amazonie dans la collection

Petitgas (jusqu'au 20 septembre). MOCO Hôtel des collections, 13, rue de la République, 34000 Montpellier. Juin-juillet-août: de 12h à 21h. De septembre à mai: de 12h à 19h.

On peut d'emblée s'interroger sur la pertinence d'une politique d'exposition fondée uniquement sur des collections et craindre que ce « concept » aussi vide qu'un slogan publicitaire ne réduise la politique d'exposition du MOCO à une muséologie « relationnelle » où partis-pris historiques, thématiques et rigueur se dissolvent dans des choix relevant du goût personnel, d'effets de mode et des signes de distinction. C'est une des illustrations de la politique de l'art contemporain à l'ère de la privatisation généralisée de l'art qu'on peut voir à Montpellier. L'exposition navigue entre trois thématiques qui, bien sûr, compte tenu des lacunes des choix et éventuellement de la collection, sont chacune tellement partielles qu'elles en perdent une bonne part de leur légitimité. Dans deux cas (Gamarra et Perez), on attribue de manière frauduleuse des propos très douteux sur les articulations

entre art et politique à des artistes dont le travail signifie tout à fait autre chose, voire le contraire. C'est d'autant plus regrettable que l'on peut y trouver quelques excellents artistes même quand les commentaires qui les accompagnent sont parfois indigents. Le catalogue contient au moins un texte à la fois modeste et rigoureux écrit par Kiki Mazzuchelli. Alors en étant un visiteur attentif et critique, allez donc voir cette exposition pour les œuvres d'Andular, Baraya, Baltar, Caceyro, Da Cunha, Etcheverri, Gamarra, Geiger, Macia, Mihlaza, Neuenschwander, Perez, Serpa, Soares ou Verzutti.



Sud-Est

Saint-Paul-De-Vence

Jacques Monory

(jusqu'au 22 novembre). Fondation Maeght. Septembre-juin: 10h-18h; juillet-août: 10h-19h. Navette à partir de Saint-Paul village (06 10 58 22 60).

Première retrospective depuis la mort de l'artiste qui fut une des grande figures de la figuration narrative mais qui va au-delà de l'assignation restrictive que ce label peut contenir. Il a longtemps limité sa palette au bleu d'une rêverie fictionnelle hantée par un sentiment de catastrophe. Le bleu, comme plus tard son jaune factice et son rose blafard, accuse un univers où le réel devient une scène de crime ou un lieu hanté par les tragédies singulières et collectives de notre histoire; où les décors de rêve virent au blafard d'un paysage funéraire. Monory assumait pleinement la structure narrative de sa peinture. Mais il en suspendait la dynamique pour en augmenter l'intensité. Il procédait par montage, association et collision d'images, s'appropriant certains procédés propres au montage cinématographique et au séquençage du roman policier. Il intégrait éléments de décor (miroir) et interventions à balles réelles, opérant une véritable déflagration de l'image... tout en faisant le choix d'une image sans compromis contre la joliesse picturale. Monory a su faire de la mélancolie l'outil subtil d'une perception désenchantée du monde, marier l'intime, l'autobiographique et le collectif dans une œuvre qui constitue une séquence majeure de la peinture contemporaine. Par bien des aspects, elle est largement supérieure à nombre d'artistes consacrés du Pop'art ou des ses épigones post-modernes. À voir absolument en espérant que l'exposition soit à la hauteur de notre attente.

Nice

Sol Calero

(jusqu'au 20 septembre). Villa Arson, 25 avenue Stephen Liegeard. Ouvert tous les jours de 14h à 18h.

Une artiste vénézuélienne vivant à Berlin qui sort en force sur la scène de la movida internationale. À voir pour se faire une idée du travail.

Zora Mann, «Waganga, Guérisseurs d'âmes»

(jusqu'au 20 septembre). Villa Arson, 25 avenue Stephen Liegeard. Ouvert tous les jours de 14h à 18h.

La peinture de Zora Mann est faite de densité: multiples couleurs, formes répétées ou au contraire divergentes qui viennent se croiser ou se superposer dans des compositions souvent saturées de lignes ou de courbes. Si ses œuvres ne renvoient pas à l'abstraction géométrique ou lyrique elles font plutôt penser à des expérimentations psychédéliques par leur manière de faire cohabiter des mondes et des perceptions différentes. «Je peins de l'intérieur vers l'extérieur», dit-elle.



Lyon

Picasso - Baigneuses et Baigneurs

(jusqu'au 3 janvier). Musée des Beaux-Arts, place des Terreaux.

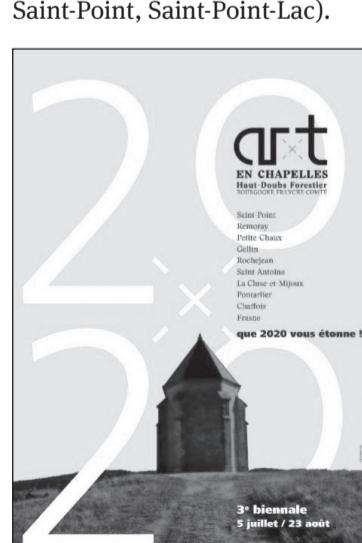
Une approche intéressante de la question du nu porté par une vision édénique et érotique du corps. Par contre on ne peut que regretter que, dans les œuvres présentées en contrepoint, on n'ait pas intégré des artistes comme Matisse ou Léger, et, pour l'art contemporain, aux côtés de Farah Atassi et Niki de Saint-Phalle des artistes comme Marc Desgrandchamps ou Anke Doberauer entre autres.

Saint-Étienne

Rober Morris - le Corps perceptif

(jusqu'au 1^{er} novembre). Musée d'art moderne et contemporain, rue Fernand-Léger, 42270 Saint-Priest-en-Jarez.

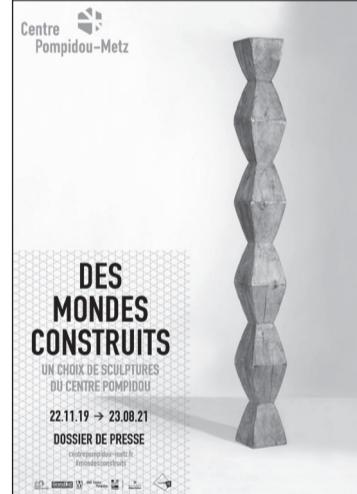
Un ensemble de sept œuvres majeures d'une figure historique de l'art minimal qui concilie économie de moyens et sensualité des formes.



Metz

Centre Pompidou-Metz. 10h-18h la semaine, 10h-19h le week-end, fermé le mardi.

Un programme qu'on a envie de découvrir tant il donne envie de voir ses promesses de plus près :



Des mondes construits

choix de sculptures du MNAM (jusqu'au 23 août).

Dès le début du 20^e siècle, une grande partie de la sculpture moderne s'inscrit en rupture avec la tradition, en choisissant la voie de l'abstraction. Il s'agit paradoxalement d'analyser le monde de façon plus objective et universelle: plutôt que de modéliser la surface des choses, certains artistes comme les cubistes veulent en révéler l'organisation essentielle.

Susanna Fritscher, Frémissement

(jusqu'au 14 septembre).

L'artiste transforme en paysage imaginaire une des galeries suspendues entre terre et air.

Folklore

(jusqu'au 4 octobre).

Des prémisses de l'art moderne à l'art le plus actuel, cette exposition retrace ces relations, parfois ambiguës, qu'entretiennent les artistes avec le folklore.

Giuseppe Penone, Indistincti confini

(jusqu'au 21 janvier 2021).

Une installation inédite de l'artiste: le moulage en bronze d'un noyer

haut d'une quinzaine de mètres, dont certains tronçons et ramifications seront de marbre blanc. La ramure de l'arbre et la charpente évasée du Centre Pompidou-Metz, dessinée par Shigeru Ban, entreront en résonance, partageant une structure proche, en ombrelle maillée. Croissance du végétal, fusion de l'alliage et concrétion de la pierre...

Paris

Pour celles et ceux qui y restent ou qui y viennent...

Ulla von Brandenburg, Le Milieu est bleu

(jusqu'au 9 septembre). Palais de Tokyo, 12h-minuit.



Claudia Andujar,

La Lutte Yanomami

(jusqu'à fin septembre). Fondation Cartier, 261 bd Raspail. Tous les jours sauf lundi 11h-20h.

Une grande photographe brésilienne qui, depuis les années 1970, a mis son art au service des communautés indiennes menacées par les grands trusts agro-alimentaires, ceux de la production intensive de canne à sucre et les politiques des responsables brésiliens.

COMMANDÉZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

27, rue Taine 75012 Paris
Tél.: 01 49 28 52 44



12^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

DU DIMANCHE 23 AU MERCREDI 26 AOÛT

Dernier numéro de l'Anticapitaliste avant la trêve estivale, et donc dernière occasion de vous parler de l'université d'été du NPA, qui se déroulera du dimanche 23 au jeudi 27 août (accueil à partir du samedi 22) à Port-Leucate.

Au vu de la situation sanitaire, nous avons évidemment hésité à maintenir ce rendez-vous annuel. Et c'est en toute conscience de la nécessité d'établir un protocole sanitaire strict (voir encadré) que nous avons décidé d'organiser la 12^e édition de notre université d'été, un moment attendu et plus que jamais utile après une année riche en rebondissements, et à l'heure où la crise économique, sociale, écologique, sanitaire et démocratique impose de se retrouver pour échanger, tirer des bilans, tracer des perspectives.

Un monde en crise(s), des alternatives à construire

Le programme de l'université d'été a été en grande partie construit autour des différentes dimensions de cette crise, avec la volonté de les saisir dans leurs spécificités et leurs imbrications. Quels sont les éléments de continuité mais aussi de nouveauté de la crise économique que nous connaissons aujourd'hui ? Comment articuler les différentes facettes de la crise du système, en particulier en ce qui concerne la crise environnementale dont on a vu qu'elle peut devenir une catastrophe sanitaire mondiale ? Quelles conséquences sur nos conditions de vie, en particulier pour le monde du travail qui commence à subir de plein fouet les effets des plans de suppressions d'emplois ? Et surtout quel rapport de forces construire et comment y répondre pour que nos vies passent avant leurs profits ?

Autant de questions dont nous débattrons avec nos invitéEs et divers intervenantEs du NPA, et qui seront aussi la toile de fond de discussions davantage tournées vers les perspectives d'action, de changement, et sur les contre-projets à opposer aux capitalistes et aux gouvernements à leur service. Ce sera notamment l'objet du cycle «*Leur "monde d'après" et le nôtre*», qui sera l'occasion de comprendre les projets (déjà à l'œuvre) des classes dominantes, de réfléchir sur les pistes pour un autre monde et sur les moyens pour l'imposer. Des discussions sur les perspectives que nous mènerons également avec des organisations invitées, avec notamment une table ronde en présence d'Aurélie Trouvé (Attac), de Céline Verzeletti (CGT), de Murielle Guilbert (Solidaires), d'Éric Coquerel (La France insoumise) et de Matthieu Brabant (Ensemble!).

Mobilisations sociales, mobilisations internationales
L'université d'été sera également l'occasion de revenir sur les mobilisations qui ont marqué cette année, contre la réforme des retraites bien sûr, mais aussi dans la santé, dans l'éducation nationale, dans l'enseignement supérieur et la recherche, contre le racisme et les violences



policières, contre les violences faites aux femmes, sur les questions de justice climatique, contre les licenciements... Des expériences à partager, des bilans à tirer, des perspectives à tracer... et de nombreux ateliers et invitéEs ! Un programme qui aura bien évidemment une forte dimension internationale et internationaliste même si, pour cause de crise sanitaire mondialisée, plusieurs de nos intervenantEs seront «présents» en visioconférence. Parmi les ateliers internationaux : «*Le Chili en ébullition*», «*La Palestine à l'heure de l'annexion*», «*Un renouveau du socialisme aux États-Unis ?*», «*Luttes de masse et répressions au Moyen-Orient et au Maghreb*», «*Le Brésil sous Bolsonaro*», etc.

Un peu d'histoire

Cette année, le centième anniversaire du congrès de Tours, la fracture au sein de la social-démocratie française qui a donné naissance ensuite au futur Parti communiste, donnera lieu à quatre séances abordant notamment les questions de front unique et de front populaire, ainsi que les positionnements et pratiques du PCF par rapport à la décolonisation ou au patriarcat.

aussi sur l'actualité de la pensée de Trotsky. Ce sera d'ailleurs l'objet d'un débat avec nos camarades de Lutte ouvrière.

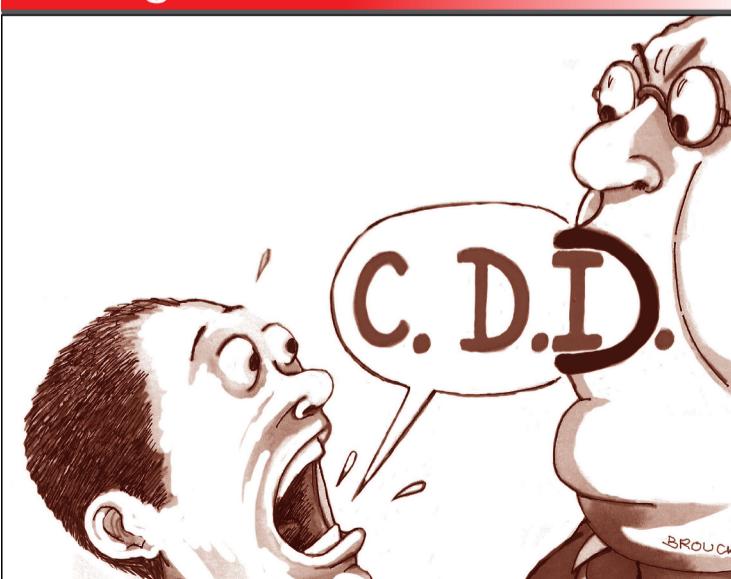
Avec quelques mois d'avance, en guise d'apéritif aux publications, débats et réunions qui marqueront les 150 ans de la Commune de Paris, nous organisons un débat à plusieurs voix, avec nos camarades de l'Union communiste libertaire (UCL), sur l'héritage de cette expérience révolutionnaire : que faire de l'État ? Quelle démocratie sociale ? Enfin, la formidable mobilisation qui secoue les USA nous amène à revenir sur l'histoire de la lutte politique contre l'esclavage, en particulier en interrogeant Marx et Lincoln.

Quelques noms

Pour finir, on sacrifiera à l'exercice traditionnel du «name dropping» (sans aucune prétention à l'exhaustivité). Seront donc à nos côtés cette année Sophie Béroud avec qui nous reviendrons sur l'état (préoccupant?) du syndicalisme, le politologue engagé Olivier Le Cour Grandmaison, auteur de travaux importants sur la colonisation, l'avocat Raphaël Kempf qui lutte contre les politiques répressives et liberticides, le journaliste engagé Taha Bouhafs, l'historienne Ludvine Bantigny, Willy Gianizzani, historien spécialiste des questions écologistes, Benjamin Bayart, de la Quadrature du Net, Clément Petitjean, spécialiste de la gauche aux États-Unis... et bien d'autres. Le journaliste David Dufresne sera également parmi nous pour nous présenter, en avant-première, son documentaire *Un pays qui se tient sage*, consacré aux violences policières.

On retrouvera également nombre de camarades et amiEs habitués de notre université d'été, venus de France ou de pays limitrophes, ainsi que les militantEs qui animent la direction et les commissions du NPA.

L'image de la semaine



Le village vacances Rives-des-Corbières a rouvert mi-juin dans l'application d'un protocole et de mesures assurant la sécurité sanitaire. C'est d'abord sur la base de cette expérience acquise par les équipes du village vacances durant l'été que nous allons nous appuyer pour notre université d'été. Plusieurs mesures sont mises en place :

- Le port du masque est conseillé au quotidien, et obligatoire dans certains lieux ou moments sensibles (précisions sur place) ;
- En ce qui concerne les logements, les mesures de distanciation physique seront appliquées, sauf dans le cas des familles, camarades intimes ou proches qui n'en auraient plus besoin. Ainsi, pour prendre un exemple précis, nous mettrons trois personnes maximum dans des bungalows de six places, etc. ;
- Il en sera de même à la restauration où moins de participantEs et plus de place (utilisation de l'espace intérieur en plus de la pergola) permettront d'assurer cette distanciation si nécessaire, en assurant aussi la rotation dans cet espace ;
- Pour les espaces de réunion, le programme proposera sept créneaux de discussion en parallèle (huit l'an dernier) alors que nous serons certainement à peu près un tiers de moins au niveau participation.

Trois de ces lieux de réunion devraient être en plein air (espace librairie, pergola et un grand chapiteau), les quatre autres lieux seront des salles dans lesquelles nous disposerons les chaises de façon distanciée. Nous serons stricts sur l'application du respect de la jauge des réunions : quand une salle sera pleine du point de vue du respect de la distanciation... les retardataires devront aller dans une autre réunion !

Gel et masques seront à disposition, mais nous recommandons à chacunEs des participantEs de se munir de ses propres masques, dont le port sera obligatoire dans les salles. De façon globale, la responsabilisation collective des participantEs à l'université d'été reste la meilleure assurance que les choses se passent au mieux, en particulier dans les espaces collectifs. Nous serons particulièrement vigilants.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12 € = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €	<input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + Mensuel offert		3 mois 12 €	

ÉTRANGER

Jointre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@nra2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
-------	---	---------	---	-----------------	---

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
-------	---	---------	---	-----------------	---

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN : BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte conformément aux instructions. Vous bénéficierez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS : FR43ZZZZ554755

Date : Signature obligatoire :

www.nra2009.org